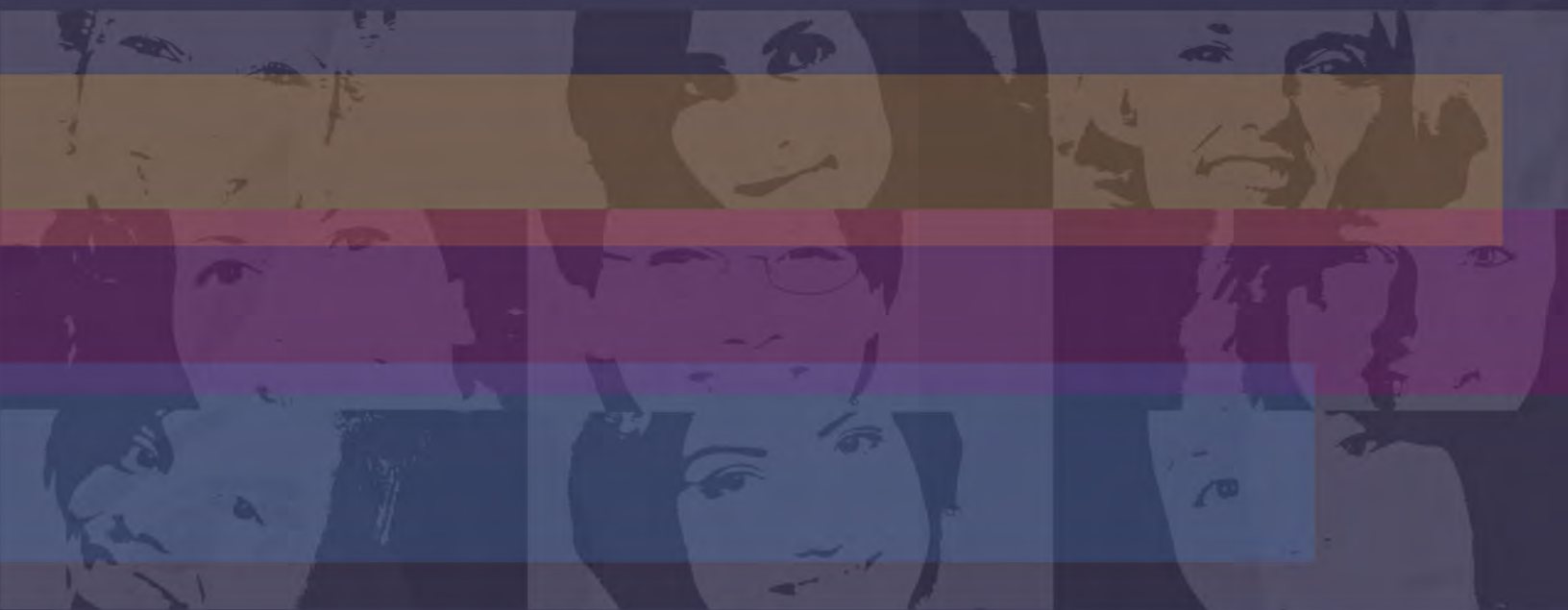


Femmes *et* vie politique

De la conquête du droit de vote à nos jours



1940-2010



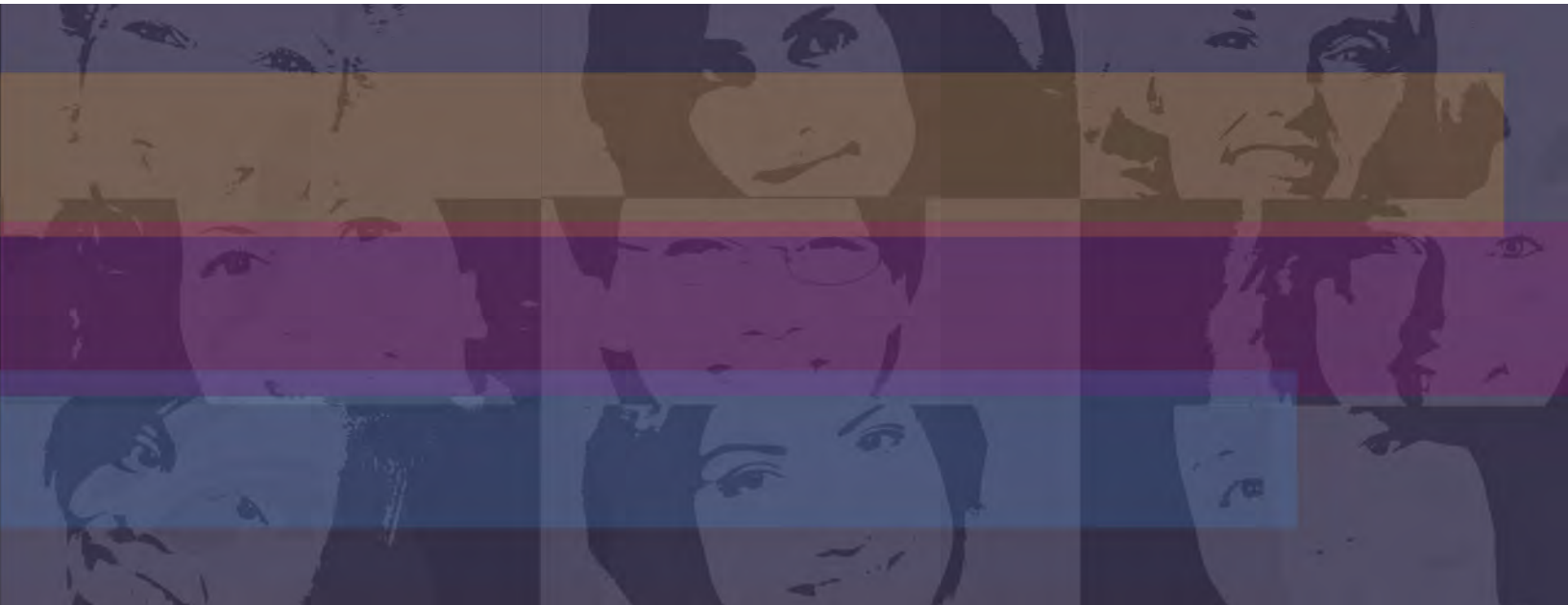
ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

Femmes et vie politique

De la conquête du droit de vote à nos jours



1940-2010

Cette publication est une réalisation
de l'Assemblée nationale du Québec.

Dépôt légal – 2010
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 978-2-550-58536-7



Le droit de vote des femmes : ancré dans 70 ans d'histoire

Les anniversaires nous permettent de mesurer le chemin parcouru et de réfléchir aux années à venir. L'année 2010 marque le 70^e anniversaire du droit de vote et d'éligibilité des Québécoises, acquis en avril 1940 après des années de combats menés par des femmes comme Marie Gérin-Lajoie, Idola Saint-Jean et Thérèse Casgrain. Il faut attendre 1961 pour qu'une première femme, Marie-Claire Kirkland, soit élue au Québec, suivie par Lise Bacon, en 1973.

À mon entrée en politique, en 1973, Lise Bacon était la seule femme parlementaire, Marie-Claire Kirkland ayant quitté la politique quelques mois auparavant. De nos jours, pareille sous-représentation serait complètement impensable. Des pionnières d'hier aux battantes d'aujourd'hui, les femmes ont non seulement parcouru un chemin considérable, mais aussi enrichi le débat politique de leur voix. De plus, par leur engagement, elles ont fait progresser la société québécoise grâce à des lois favorisant toujours plus l'égalité entre les sexes.

Depuis près d'un demi-siècle, plus d'une centaine de femmes se sont succédé au Parlement. Aujourd'hui, elles comptent pour 28,8 % des parlementaires de l'Assemblée nationale. Avec mes collègues masculins, je me réjouis des avancées de nos consoeurs et de leur contribution politique marquante à l'évolution de la société québécoise.

D'ailleurs, nous avons élaboré un programme d'activités pour souligner dignement le 70^e anniversaire du droit de vote des Québécoises. À cette brochure, qui dresse notamment un historique de ce droit de vote et rappelle les réalisations législatives des femmes parlementaires québécoises, s'ajoutera une exposition à l'hôtel du Parlement. Ouverte aux citoyens, cette exposition mettra en valeur les aspects marquants de cette marche démocratique. En outre, une édition spéciale du bulletin de la Bibliothèque sera publiée en juin et une émission de la série *Figures de la démocratie*, diffusée sur le canal de l'Assemblée nationale, portera sur les suffragettes. Enfin, en collaboration avec la Commission de la capitale nationale, la Ville de Québec et d'autres partenaires, nous entendons lancer un appel de concept pour l'érection d'un monument faisant honneur à la mémoire des femmes qui ont initié le mouvement menant à l'obtention du droit de vote des femmes.

Malgré les succès obtenus par les femmes, il reste beaucoup à accomplir. Ce 70^e anniversaire nous amène tous et toutes à travailler de concert pour que la place des femmes au Parlement corresponde pleinement à leur importance réelle dans la société québécoise.

Yvon Vallières

Président de l'Assemblée nationale du Québec



Le droit de vote et d'éligibilité des femmes : Un acquis considérable pour l'accès des femmes à l'égalité

Le droit de vote des femmes a mobilisé des milliers de suffragettes au Québec pendant trois décennies. Des pionnières ont inlassablement poussé les élus à introduire une législation en ce sens, donnant lieu à la présentation de 13 projets de lois, entre 1922 et 1939, qui ont tous été rejetés. Il a fallu le retour au pouvoir du premier ministre, Adélard Godbout, en 1939, pour écrire une nouvelle page d'histoire.

En relisant les échanges qui ont animé la Chambre entre le 9 et le 25 avril 1940, autour du projet de loi 18, Loi accordant aux femmes le droit de vote et d'éligibilité, introduit par le premier ministre Adélard Godbout lui-même, on ne peut s'empêcher de s'incliner devant le courage de cet homme politique qui a propulsé le Québec dans la modernité.

Du courage, il en fallait pour faire face au cardinal Villeneuve et à toute la puissance du clergé qui s'opposait farouchement au vote des femmes. Du courage, il en fallait pour affronter les anti-suffragettes qui ne manquaient pas d'arguments pour « garder les femmes à la maison » et qui faisaient signer des centaines de pétitions sur les perrons des églises. Du courage, il en fallait pour essuyer les attaques virulentes de Maurice Duplessis, chef de l'opposition, qui a usé de tous les moyens pour empêcher le dépôt, puis l'adoption de ce projet de loi et qui avait une idée bien arrêtée sur la place des femmes en société : « Nous ne voulons pas faire de politique avec cette question, mais on ne devrait pas enlever les femmes de leur foyer » - Discours du 18 avril 1940. Du courage, il en fallait au premier ministre pour défendre avec autant de lucidité et de panache son projet de loi au point de mettre son siège en jeu, en menaçant le cardinal Villeneuve de démissionner de son poste.

Du courage, il en fallait à Adélard Godbout quand il a déclaré ceci en Chambre, le 11 avril 1940 : « Les conditions dans lesquelles nous vivons font de la femme l'égale de l'homme. Elle a souvent les mêmes devoirs et les mêmes obligations. Je dirai même que pour la société, les devoirs de la femme sont en quelque sorte plus élevés que ceux de l'homme. Pourquoi lui refuser les mêmes droits, surtout quand bien des questions dont nous avons à décider relèvent plus de sa compétence que de la nôtre ? [...] Les femmes de notre province sont en général plus instruites que les hommes, par conséquent mieux préparées à juger nos problèmes sociaux. Je réclame donc le droit de vote pour la femme afin d'élever le niveau de nos discussions politiques. » On ne peut pas mieux dire. Heureux 70^e anniversaire à toutes les femmes du Québec.

Fatima Houde-Pepin

Première vice-présidente de l'Assemblée nationale

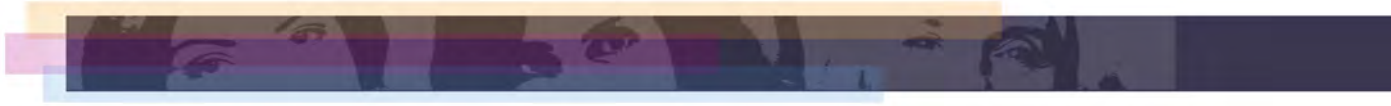
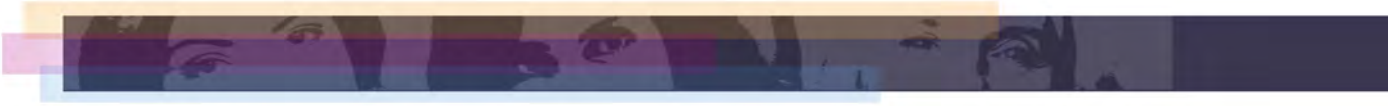


Table des matières

Historique du droit de vote et d'éligibilité	9
Réalisations législatives des femmes parlementaires québécoises	15
Les parlementaires québécoises et leur rayonnement international	17
Les premières conquêtes vers l'égalité politique	19
Notices biographiques des femmes parlementaires de 1961 à nos jours	21
Quelques dates marquantes du parcours des femmes	49
Liste alphabétique des femmes parlementaires	59





Historique du droit de vote et d'éligibilité

En accordant le droit de vote et d'éligibilité aux Québécoises au printemps 1940, le gouvernement d'Adélard Godbout marque l'aboutissement de près de 20 ans de luttes menées par des femmes comme Marie Gérin-Lajoie, Idola Saint-Jean et Thérèse Casgrain. Il met fin également à l'interdiction formelle du suffrage féminin décidée en 1849 par le ministère Baldwin-LaFontaine.

Au début du XX^e siècle, certaines forces se mobilisent au Québec en faveur du droit de vote des femmes. En 1912, la Montreal Suffrage Association est créée et milite pour l'obtention de ce droit au palier fédéral. Les Québécoises peuvent voter aux élections fédérales à partir de 1918. Quatre ans plus tard, en 1922, le Québec est la seule province où les femmes ne sont toujours pas autorisées à voter, les Canadiennes de toutes les autres provinces ayant vu disparaître la discrimination envers les femmes aux élections de leurs assemblées législatives respectives.

Cette année-là, des Québécoises francophones et anglophones se rassemblent et créent le Comité provincial pour le suffrage féminin. Présidé par Marie Gérin-Lajoie et Anna Lyman, il compte dans ses rangs Carry Derrick, Grace Julia Parker (Lady Drummond), Grace Ritchie England, madame John Scott, Idola Saint-Jean et Thérèse Casgrain. Le 9 février 1922, le Comité mène une délégation de 400 femmes à Québec et rencontre le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau. Celui-ci leur affirme que si elles obtiennent un jour le droit de vote, ce n'est pas lui qui le leur aura accordé.

À ce moment, les antisuffragistes jouissent d'un rapport de forces favorable et, même au sein de la population féminine, le droit de vote des femmes ne fait pas l'unanimité. L'opposition de l'Église catholique demeure constante et une pétition de femmes du milieu rural, appuyée par le clergé, recueille 25 000 signatures contre le suffrage féminin.

Pendant quelques années, le mouvement pour le droit de vote des Québécoises connaît une période de démobilisation et de réorganisation. À partir de 1927, le leadership en est assumé par Idola Saint-Jean, qui fonde l'Alliance canadienne pour le droit de vote des femmes du Québec, et par Thérèse Casgrain, au Comité provincial pour le suffrage féminin, transformé en la Ligue des droits de la femme en 1929.

À la même époque, l'affaire « personne » fait des vagues sur la scène fédérale, où les portes du Sénat sont toujours fermées aux femmes. Selon la loi constitutionnelle de 1867, le gouverneur général peut nommer au Sénat des « personnes » ayant les qualifications requises, la question étant de savoir si le terme « personne » exclut les femmes. La juge Emily Murphy et quatre autres femmes de l'Alberta demandent à la Cour suprême du Canada une interprétation à ce sujet et, en 1928, celle-ci rend une décision unanime : les femmes ne constituent pas des personnes au sens de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Le Comité judiciaire du Conseil privé britannique casse cette décision un an plus tard.

*« Je ne voudrais pas
faire descendre la femme
d'un seul degré du trône où
nous l'avions élevée. »*

Louis-Alexandre Taschereau, 1922



Au Québec, de 1927 à 1940, les membres des deux organisations suffragistes se rendent annuellement à l'hôtel du Parlement à Québec pour assister à la présentation d'un projet de loi pour le vote des femmes. Chaque fois, le projet de loi est rejeté.

Parallèlement, une série d'actions d'éclat est planifiée pour rallier la faveur populaire à la cause du suffrage féminin. D'abord, on distribue des dépliants et on organise des assemblées publiques dans tout le Québec. Idola Saint-Jean se présente ensuite à titre de candidate indépendante aux élections fédérales de 1930 dans Montréal-Saint-Denis, où elle obtient 1 732 voix.

Par ailleurs, la Ligue des droits de la femme diffuse, en 1932, une émission radiophonique appelée *Fémina*, tandis que l'Alliance anime *Actualité féminine*. Toujours dans le même esprit, Idola Saint-Jean profite des 25 ans de règne de George V, en 1935, pour le sensibiliser à la cause suffragiste : une pétition recueillant 10 000 signatures est envoyée au souverain.

Malgré tout, le pouvoir politique refuse de modifier la loi électorale à cet effet. Maurice Duplessis, de l'Union nationale, nouveau premier ministre élu en 1936, s'oppose lui aussi à l'octroi du droit de vote aux Québécoises. Mais les événements se précipitent à partir de 1938. En juin, le Parti libéral tient son congrès à Québec. Des femmes y participent pour la première fois : elles sont 40 sur plus de 800 délégués. Adélard Godbout, jusqu'alors opposé à cette mesure, est confirmé chef du parti : or, le vote féminin est inscrit au programme électoral.

Lors des élections générales de 1939, la Ligue et l'Alliance appuient le Parti libéral. Après la victoire de Godbout, lettres, télégrammes et pétitions affluent de partout au Québec pour rappeler au premier ministre la promesse de son parti. Finalement, malgré l'opposition persistante du clergé et des antisuffragistes, un projet de loi sur le suffrage féminin est annoncé dans le discours du trône.

Objet d'intenses pressions, Godbout informe le cardinal Villeneuve qu'il compte démissionner si l'obstruction du clergé au vote des femmes ne cesse pas. Il lui laisse également entendre que son successeur serait Télesphore-Damien Bouchard, un anticlérical notoire. Rapidement, les objections violentes contre le projet de loi disparaissent des pages de certains journaux...

Le 18 avril 1940, le projet de loi accordant le droit de vote et d'éligibilité aux femmes du Québec est adopté en troisième lecture par une majorité de 67 voix contre 9. Les Québécoises votent pour la première fois aux élections provinciales du 8 août 1944, mais il faut attendre juillet 1947 pour qu'une première femme, Mae O'Connor, se présente devant l'électorat dans une élection partielle. On compte trois candidates aux élections générales de 1952, sept en 1956, mais aucune en 1960. Marie-Claire Kirkland se présente dans la

« *Étant soumises aux mêmes obligations que les hommes, il n'est que juste que nous possédions les mêmes privilèges. "Pas d'impôt sans représentation" est un adage basé sur la justice.* »

Idola Saint-Jean, 1939

« Il est encore temps pour le gouvernement de revenir sur sa décision. Dans la province de Québec, l'on n'a rien à gagner en accordant le droit de suffrage aux femmes [...]. On ne devrait pas enlever les femmes de leur foyer. »

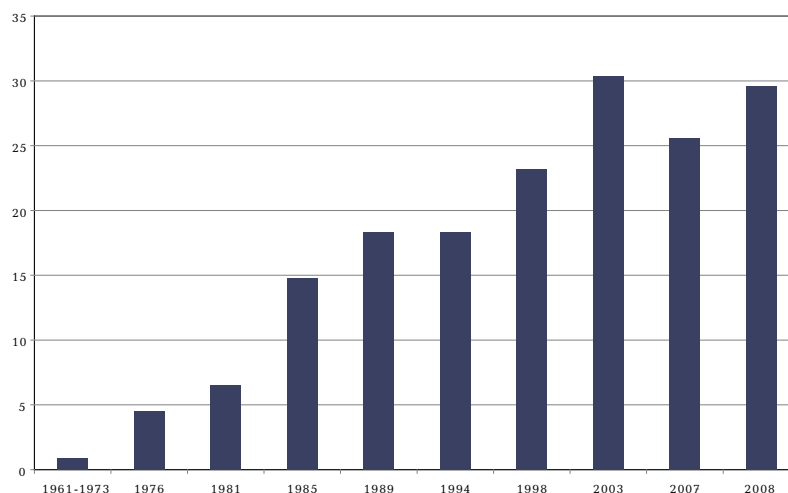
Maurice Duplessis, 1940

circonscription de Jacques-Cartier à l'élection partielle du 14 décembre 1961 et devient la première femme élue à l'Assemblée législative du Québec.

Bien qu'elle soit habilitée à siéger au Parlement, M^{me} Kirkland, ne peut signer de bail afin de séjourner à Québec pendant la session parlementaire en vertu du Code civil. Ce n'est qu'en 1964 qu'elle pilote la Loi sur la capacité juridique de la femme mariée, adoptée à l'unanimité, et qui corrige cette situation.

Depuis cette date, les femmes sont de plus en plus nombreuses en Chambre et au sein des cabinets ministériels. Leur présence contribue à ce que l'Assemblée nationale reflète plus justement la société québécoise.

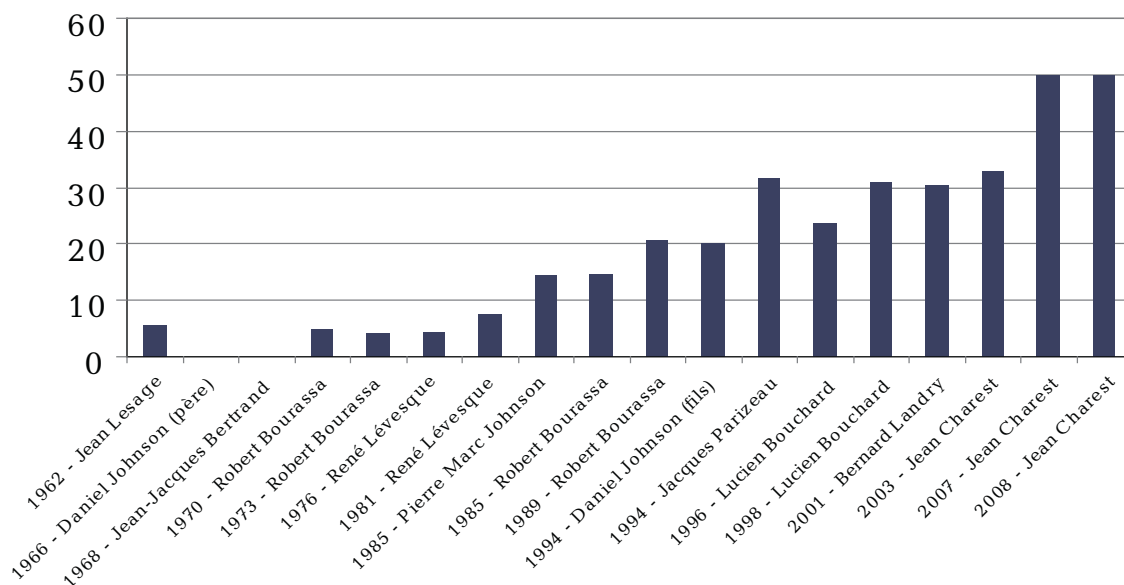
Figure 1. Pourcentage de femmes élues à l'Assemblée nationale du Québec aux élections générales, 1961-2008



De 1961 à aujourd'hui, 103 femmes au total ont été élues au Parlement. Deux d'entre elles se succèdent jusqu'en 1976, année où cinq députées font leur entrée au Parlement. Par la suite, leur progression est constante et atteint un sommet de 30,4 % des sièges en 2003. Hormis un léger recul en 2007, le pourcentage de députées à l'Assemblée augmente de nouveau l'année suivante.

La progression des femmes en politique se remarque également par leur présence au sein du conseil des ministres. Dès 1962, M^{me} Kirkland accède à un poste dans le cabinet Lesage. De 1966 à 1970, aucune députée ne fait partie des cabinets Johnson (père) et Bertrand, car l'Union nationale ne compte aucune députée dans ses rangs.

Figure 2. Évolution de la représentation féminine au conseil des ministres, 1962-2008

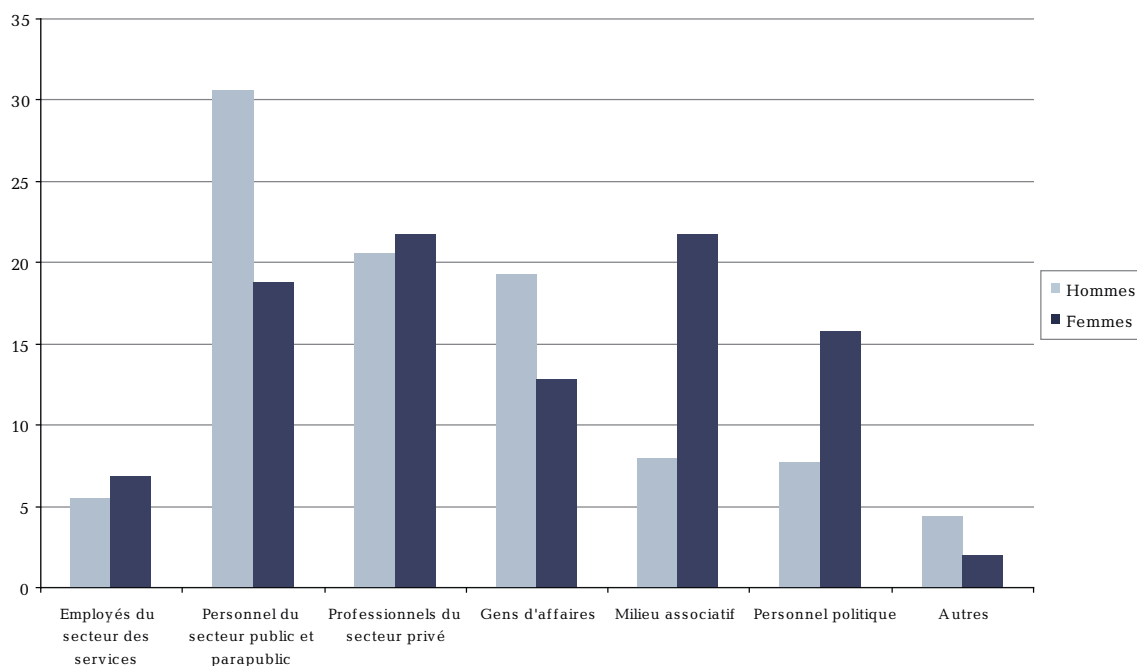


C'est à compter de 1976 que la présence féminine progresse jusqu'à plus de 30% au tournant du XX^e siècle. Par la suite, tous les portefeuilles ministériels à vocation économique, sociale, culturelle ou juridique ont été occupés par une femme, à l'exception du poste de chef du gouvernement.

Au sein du cabinet, le seuil symbolique de 50% est atteint pour la première fois en 2007 alors que le Parlement n'est composé que de 25,6% de femmes élues.

Les femmes occupent donc de plus en plus l'espace public, comme en témoigne la progression de leur représentation à l'Assemblée nationale et la parité qui a été acquise momentanément au Conseil des ministres depuis 2007.

Figure 3. Groupes professionnels selon le sexe depuis 1976

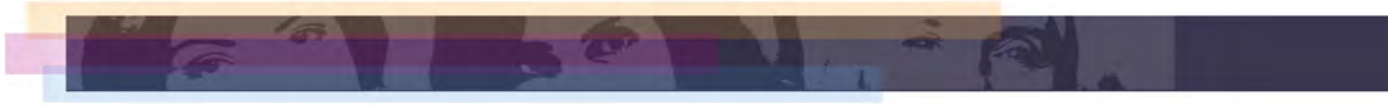


Depuis 1976, les femmes parlementaires sont moins nombreuses que leurs collègues masculins à provenir de la sphère des affaires ou de celle du secteur public et parapublic.

En contrepartie, elles dominent largement dans les groupes du secteur associatif et du personnel politique. L'émergence et la progression de ces deux groupes depuis 1960 coïncide d'ailleurs avec l'entrée des femmes en politique. En 2008, ces deux groupes forment près de 25% des députés.

Par leur travail législatif et leur engagement politique, elles ont participé à la recherche de l'égalité politique et juridique entre les femmes et les hommes et au progrès du Québec. Malgré ces succès, il reste encore beaucoup à faire en politique pour que les Québécoises occupent la place et le rôle qui correspondent pleinement à leur importance réelle dans la société.

C'est pourquoi, en 2010, l'Assemblée nationale veut souligner 70 années de luttes marquées par la détermination et le courage des Québécoises.



*Réalisations législatives des femmes parlementaires québécoises**

Par leur engagement, les élues québécoises ont amené l'Assemblée nationale à servir de relais, dans l'action législative, pour les sujets d'intérêt et les consensus exprimés par la population et par le mouvement des femmes. Voici des projets de loi présentés par des femmes, adoptés à l'unanimité par l'Assemblée nationale, et d'une portée sociale importante en matière de condition féminine :

- **Loi sur la capacité juridique de la femme mariée**, projet de loi n° 16 présenté par Marie-Claire Kirkland et adopté à l'unanimité le 14 février 1964. Ce projet de loi a pour objet de mettre un terme à l'incapacité juridique de la femme mariée.
- **Loi du Conseil du statut de la femme**, projet de loi n° 63 présenté par Marie-Claire Kirkland, puis représenté par François Cloutier et adopté à l'unanimité le 5 juillet 1973. Ce projet de loi institue un organisme chargé de faire connaître les moyens de mettre fin aux inégalités qui existent envers les femmes dans les diverses sphères de la collectivité québécoise.
- **Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux**, projet de loi n° 146 présenté par Monique Gagnon-Tremblay et adopté à l'unanimité le 21 juin 1989. Ce projet de loi a pour objet de favoriser l'égalité économique entre les époux et de marquer le caractère d'association lié au mariage. Il introduit la notion de patrimoine familial pour les personnes mariées.
- **Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires**, projet de loi n° 60 présenté par Jeanne L. Blackburn et adopté à l'unanimité le 11 mai 1995. Ce projet de loi a pour objet d'établir de quelle manière et suivant quelles modalités se fera l'exécution des jugements accordant des aliments sous forme de pension aux créanciers alimentaires.
- **Loi sur l'équité salariale**, projet de loi n° 35 présenté par Louise Harel et adopté à l'unanimité le 21 novembre 1996. Ce projet de loi a pour objet de corriger les écarts salariaux dus à la discrimination systémique fondée sur le sexe à l'égard des personnes qui occupent des emplois dans des catégories d'emplois à prédominance féminine.
- **Loi sur les sages-femmes**, projet de loi n° 28 présenté par Linda Goupil et adopté à l'unanimité le 17 juin 1999. Ce projet de loi prévoit notamment la constitution d'un ordre professionnel dont les membres exerceront une profession d'exercice exclusif, à savoir la profession de sage-femme.
- **Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les conjoints de fait**, projet de loi n° 32 présenté par Linda Goupil et adopté à l'unanimité le 10 juin 1999. Ce projet de loi modifie les lois et règlements qui comportent une définition du concept de conjoint de fait pour que les unions de fait soient reconnues sans égard au sexe des personnes.

* D'autres projets de loi favorisant la condition féminine ont été présentés par des hommes au fil des ans. Ils ne font pas partie de la présente section, mais les plus importants figurent dans la partie intitulée *Quelques dates marquantes du parcours des femmes*.

- 
- **Loi sur l'assurance parentale**, projet de loi n° 140 présenté par Pauline Marois, puis représenté par Linda Goupil et adopté à l'unanimité le 25 mai 2001. Ce projet de loi institue un régime d'assurance parentale ayant pour objet d'accorder à tout travailleur admissible des prestations de maternité, des prestations de paternité et parentales à l'occasion de la naissance d'un enfant ainsi que des prestations d'adoption d'un enfant mineur.
 - **Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale**, projet de loi n° 112 présenté par Linda Goupil et adopté à l'unanimité le 13 décembre 2002. Ce projet de loi vise à guider le gouvernement et l'ensemble de la société québécoise vers la planification et la réalisation d'actions pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et tendre vers un Québec sans pauvreté.
 - **Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne**, projet de loi n° 63 présenté par Christine St-Pierre et adopté à l'unanimité le 10 juin 2008. Ce projet de loi modifie la Charte des droits et libertés de la personne afin d'affirmer expressément que les droits et libertés énoncés dans la Charte sont garantis également aux femmes et aux hommes.
-

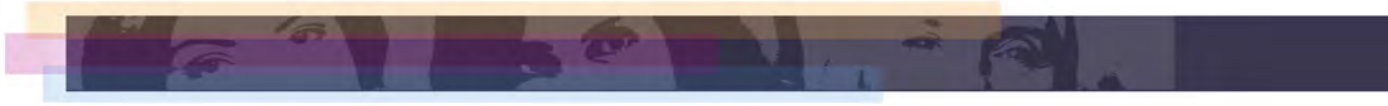
« Les femmes constituent un élément de force dans notre société, et c'est une autre raison de réclamer pour elles le droit de vote. [...] Comme personne humaine, la femme n'est-elle pas, je ne dirai pas semblable, car elle ne l'est pas, mais au moins l'égale de l'homme ?

Elle possède une intelligence peut-être différente de celle de l'homme, mais si l'on examine l'activité déployée par toutes les grandes femmes de notre histoire, par exemple, on constatera que la femme, au point de vue intellectuel, s'est montrée supérieure à l'homme. Est-ce que la femme n'est pas aussi intelligente que l'homme dans la société québécoise ?

Le niveau intellectuel établit que les femmes de notre province sont en général plus instruites que les hommes, par conséquent mieux préparées à juger nos problèmes sociaux. Je réclame donc le droit de vote pour la femme afin d'élever le niveau de nos discussions politiques, pour assurer plus d'ordre et de dignité dans nos assemblées, pour contribuer à faire en sorte que les générations futures soient mieux préparées que nous à leurs tâches.

[...] C'est pour ouvrir des horizons à tous les citoyens de la province, c'est pour donner aux femmes de nouvelles occasions de servir leur province que je réclame pour elles le droit de vote et d'éligibilité. Je veux donner le droit de vote à celles qui travaillent de tout leur cœur à la solution de nos problèmes. »

Adélard Godbout à l'Assemblée législative, 4 avril 1940



Les parlementaires québécoises et leur rayonnement international

Les élues québécoises participent au processus législatif, contribuent au contrôle de l'action gouvernementale et exercent un rôle d'intermédiaire entre leurs électeurs et l'administration publique, ce qui correspond au triple rôle qui incombe à tout député. Mais la contribution des femmes parlementaires se manifeste également dans le rôle d'« ambassadrice » qu'elles sont appelées à jouer au sein des associations parlementaires internationales dont l'Assemblée nationale est membre.

À cet égard, les élues du Québec contribuent à une meilleure participation des femmes à la vie politique, économique et sociale dans l'ensemble du réseau international développé par l'Assemblée nationale. Plus largement, leur action s'inscrit dans l'un des objectifs des relations interparlementaires et internationales de l'Assemblée nationale, qui consiste à participer activement à l'édification d'une communauté mondiale fondée sur la démocratie, la paix, la justice et la prospérité.

Les efforts des parlementaires québécoises au fil du temps ont été à l'origine de la création et de la mise en place du Réseau des femmes parlementaires des Amériques, issu de la Confédération parlementaire des Amériques (COPA), en 1999, et du Réseau des femmes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), en 2002. Les élues du Québec ont aussi fait preuve d'un leadership remarqué au sein de l'Association parlementaire du Commonwealth, de son réseau des femmes et du réseau canadien des femmes parlementaires.

Elles ont aussi collaboré à la dynamisation de ces réseaux par le partage d'information et d'expérience avec des femmes parlementaires de tous les horizons, par la formation et la transmission du savoir-faire à l'occasion de séminaires, par la promotion de traités internationaux de premier plan pour la reconnaissance des droits des femmes, comme la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes à l'APF, ainsi que par la définition et l'étude de thèmes porteurs pour l'avancement de la condition féminine, comme « Les impacts de la Zone de libre-échange des Amériques sur les femmes », « La traite des personnes » et « Les budgets analysés en fonction du genre ». L'hébergement du secrétariat du Réseau des femmes parlementaires des Amériques à l'Assemblée nationale a également contribué au développement et à la reconnaissance de ce réseau.

Si leur action législative a permis des avancées importantes pour la société québécoise, les femmes parlementaires d'ici ont aussi pris part à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes à l'échelle internationale. Elles ont atteint cet objectif en participant activement à la mise en réseau des femmes parlementaires, tous continents confondus, permettant ainsi la prise en considération par les organisations interparlementaires des luttes menées par les femmes.

Si leur action législative a permis des avancées importantes pour la société québécoise, les femmes parlementaires d'ici ont également collaboré à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes à l'échelle internationale.

Les premières conquêtes vers l'égalité politique

L'accession des femmes aux plus hautes fonctions parlementaires et ministérielles marque chaque fois d'un jalon leur parcours vers l'égalité politique.

La première femme élue députée, Marie-Claire Kirkland, a été nommée ministre sans portefeuille en 1962, un an après son élection, avant de diriger un ministère, en 1964. Au fil des ans, plusieurs députées sont tour à tour devenues les premières femmes à exercer de grandes fonctions de l'État, la plupart à titre de ministre, comme l'indique le tableau ci-dessous.

NOM	FONCTION PARLEMENTAIRE OU MINISTÉRIELLE ¹	ANNÉE
Marie-Claire Kirkland	Députée	1961
	Transport et Communications	1964
	Tourisme, Chasse et Pêche	1970
	Affaires culturelles	1972
Lise Bacon	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	1975
	Immigration	1976
	Vice-première ministre	1985
	Environnement	1988
	Énergie et Ressources	1989
Louise Cuerrier	Vice-présidente de l'Assemblée nationale	1976
Jocelyne Ouellette	Travaux publics et Approvisionnements	1977
Lise Payette	Condition féminine (ministre responsable)	1979
Denise Leblanc	Fonction publique	1981
Pauline Marois	Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	1983
	Famille et Enfance	1997
	Industrie et Commerce	2002
	Chef d'un parti représenté à l'Assemblée nationale	2007
Huguette Lachapelle	Whip en chef du gouvernement	1984
Thérèse Lavoie-Roux	Santé et Services sociaux	1985
Lucienne Robillard	Éducation	1992
Monique Gagnon-Tremblay	Finances ²	1993
	Conseil du trésor (présidente)	1994
	Présidente du caucus de l'opposition officielle	1994
	Chef de l'opposition officielle	1998
Louise Harel	Affaires municipales et Métropole	1998
	Présidente de l'Assemblée nationale	2002
Linda Goupil	Justice	1998
Louise Beaudoin	Relations internationales ³	1998
Françoise Gauthier	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2003
Diane Lemieux	Leader parlementaire de l'opposition officielle	2004

D'autres femmes marquent d'autres façons l'histoire parlementaire du Québec

Madeleine Bélanger et Johanne Gonthier, premières femmes, mère et fille, à avoir siégé au Parlement
 Louise Harel, qui détient la plus grande longévité parlementaire parmi les femmes (27 ans, 8 mois et 6 jours) (13 avril 1981-5 novembre 2008)
 Fatima Houda-Pepin, première femme musulmane élue (12 septembre 1994)
 Yolande James, première femme noire élue (20 septembre 2004)
 Elsie Lefebvre, plus jeune femme élue (20 septembre 2004 à l'âge de 25 ans et 5 mois)

¹ Seules les ministres en titre figurent dans cette liste, excluant ainsi les ministres sans portefeuille et les ministres déléguées.

² Monique Gagnon-Tremblay a été la première femme à la tête du ministère des Finances, en 1993, et Pauline Marois a été la première à présenter un budget, en 2001.

³ Louise Beaudoin a été nommée ministre des Relations internationales une première fois en 1985, alors qu'elle n'était pas élue.

Notices biographiques des femmes parlementaires de 1961 à nos jours



BACON, Lise

Née à Salaberry-de-Valleyfield le 25 août 1934. A étudié au collège Marie-de-l'Incarnation à Trois-Rivières, au pensionnat Notre-Dame-du-Cap à Cap-de-la-Madeleine, à l'académie Saint-Louis-de-Gonzague à Trois-Rivières et à l'institut Albert-Thomas à Chicoutimi. Éluée députée libérale dans Bourassa en 1973. Ministre d'État aux Affaires sociales du 13 novembre 1973 au 30 juillet 1975. Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières du 30 juillet 1975 au 26 novembre 1976 et ministre de l'Immigration du 20 janvier au 26 novembre 1976. Défaite en 1976. Éluée dans Chomedey en 1981. Réélue en 1985 et en 1989. Vice-présidente de la Commission de l'aménagement et des équipements du 15 mars 1984 au 23 octobre 1985. Assermentée vice-première ministre le 12 décembre 1985. Ministre des Affaires culturelles du 12 décembre 1985 au 11 octobre 1989 et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française du 12 décembre 1985 au 31 mars 1988. Ministre de l'Environnement du 21 décembre 1988 au 11 octobre 1989. Ministre de l'Énergie et des Ressources du 11 octobre 1989 au 11 janvier 1994, date de sa démission. Sénatrice dans la division de La Durantaye de 1994 à 2009.



BARBEAU, Diane

Née à Hauterive (Baie-Comeau) le 23 mars 1961. A obtenu un diplôme de commis de bureau de la polyvalente des Rives de Hauterive en 1979 et a fait des études en tourisme au cégep Montmorency en 1987-1988. Éluée députée du Parti québécois dans Vanier aux élections de 1994. Réélue en 1998. Whip adjointe du gouvernement du 15 avril 1997 au 28 octobre 1998 et du 9 décembre 1998 au 28 janvier 1999. Adjointe parlementaire du ministre de la Solidarité sociale du 28 janvier 1999 au 21 mars 2001 et du ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail du 12 mars 2002 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2003.



BEAUCHAMP, Line

Née à Salaberry-de-Valleyfield le 24 février 1963. Titulaire d'un baccalauréat spécialisé en psychologie de l'Université de Montréal depuis 1985. Éluée députée libérale dans Sauvé en 1998. Réélue dans Bourassa-Sauvé en 2003, 2007 et 2008. Ministre de la Culture et des Communications, du 29 avril 2003 au 18 avril 2007. Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs depuis le 18 avril 2007. Leader parlementaire adjointe du 18 décembre 2008 au 23 juin 2009.



BEAUDOIN, Denise

Née à Lachute le 24 février 1949. Titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université de Montréal depuis 1969. Diplômée en droit de l'Université d'Ottawa en 1975. Candidate du Parti québécois défaite dans Argenteuil en 1998. Éluée députée de ce parti dans Mirabel en 2003. Défaite en 2007. Réélue en 2008.



BEAUDOIN, Louise

Née à Québec le 26 septembre 1945. Titulaire d'une licence et d'une maîtrise en histoire de l'Université Laval et d'une licence en sociologie de l'Université Paris-Sorbonne. Candidate du Parti québécois défaite dans Jean-Talon en 1976 et en 1979. Ministre des Relations internationales du 16 octobre au 12 décembre 1985. Candidate du Parti québécois défaite dans Louis-Hébert en 1985. Éluée députée de ce parti dans Chambly en 1994. Réélue en 1998. Ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996, ministre de la Culture et des Communications du 3 août 1995 au 15 décembre 1998 et ministre responsable de la Charte de la langue française du 3 août 1995 au 8 mars 2001. Ministre des Relations internationales du 15 décembre 1998 au 29 avril 2003 et ministre d'État aux Relations internationales du 8 mars 2001 au 29 avril 2003. Défaite en 2003. Éluée dans Rosemont en 2008. Vice-présidente de la Commission de la santé et des services sociaux depuis le 10 février 2010.



BÉGIN, Louise

Née à Lac-Etchemin le 4 janvier 1955. A étudié au cégep Lévis-Lauzon et à l'Université Laval où elle a obtenu, en 1978, un baccalauréat en droit. Éluée députée libérale dans Bellechasse en 1985. Réélue en 1989. Vice-présidente de l'Assemblée nationale du 16 décembre 1985 au 28 novembre 1989. Ne s'est pas représentée en 1994.



BÉLANGER, Madeleine

Née à Saint-Sébastien le 7 avril 1932. A étudié au cégep de Sherbrooke en sciences humaines. Éluée députée libérale dans Mégantic-Compton à l'élection partielle du 5 décembre 1983. Réélue en 1985, en 1989, en 1994 et en 1998. Vice-présidente de la Commission de l'aménagement et des équipements du 8 juin au 9 août 1989 et du 29 novembre 1989 au 25 janvier 1994. Adjointe parlementaire du ministre des Affaires municipales du 25 janvier au 24 juillet 1994. Présidente de la Commission de l'aménagement et des équipements du 1^{er} décembre 1994 au 10 avril 1997, de la Commission de l'aménagement du territoire du 10 avril 1997 au 28 octobre 1998 et de la Commission de l'éducation du 4 mars 1999 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2003.



BLACKBURN, Jeanne L.

Née à Saint-Elzéar, en Gaspésie, le 24 juin 1934. A fait des études en administration et en andragogie. Éluée députée du Parti québécois dans Chicoutimi en 1985. Réélue en 1989 et en 1994. Ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996. Présidente de la Commission de l'éducation du 12 mars 1996 au 28 octobre 1998. Ne s'est pas représentée en 1998.



BLAIS, Marguerite

Née à Montréal le 12 septembre 1950. Titulaire d'une maîtrise en communication de l'Université du Québec à Montréal depuis 1997, d'un doctorat en communication de l'Université du Québec à Montréal - Université de Montréal-Université Concordia depuis 2005 ainsi que d'un postdoctorat de l'Université du Québec à Montréal, obtenu en 2008. Éluée députée libérale dans Saint-Henri-Sainte-Anne en 2007. Réélue en 2008. Ministre responsable des Aînés depuis le 18 avril 2007.



BLANCHET, Manon

Née à Montréal le 10 mai 1968. A obtenu un baccalauréat en science politique et administration publique à l'Université de Montréal en 1990. A fait des études en comportement organisationnel et en gestion informatisée à l'Université du Québec à Montréal en 1993. Éluée députée du Parti québécois dans Crémazie en 1998. Adjointe parlementaire de la ministre d'État au Travail et à l'Emploi du 28 janvier 1999 au 21 mars 2001. Whip adjointe du gouvernement du 30 mars 2001 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2003.



BLEAU, Madeleine

Née à Montréal le 22 octobre 1928. A étudié au collège Viauville de Montréal de 1940 à 1943 où elle a suivi un cours de lettres et de sciences. A étudié également au collège Jésus-Marie à Saint-Barthélemy en 1943 et en 1944. Éluée députée libérale dans Groulx en 1985. Réélue en 1989. Whip adjointe du 29 novembre 1989 au 11 janvier 1994. Ne s'est pas représentée en 1994.



BOUCHER-BACON, Huguette

Née à Montréal le 17 septembre 1947. A étudié à l'École supérieure des arts et métiers de 1971 à 1976 et à l'Université du Québec à Montréal où elle a obtenu un baccalauréat en éducation préscolaire élémentaire en 1985. Possède également une formation en droit de l'Université de Montréal et en sociologie de l'Université du Québec à Montréal. Éluée députée libérale dans Bourget en 1989. Défaite en 1994.



BOUILLÉ, Marie

A obtenu un baccalauréat en géographie à l'Université du Québec à Montréal en 1979 et une maîtrise en génie civil à l'Université Laval en 1983. A entrepris des études de maîtrise en gestion de projets à l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1984 et a participé au Programme canadien de leadership en agriculture du Conseil canadien de gestion agricole et de l'Université de la Saskatchewan en 1998 et en 1999. Candidate défaite du Parti québécois dans Iberville en 2007. Éluée députée de ce parti dans Iberville en 2008.



BOULET, Julie

Née à Saint-Tite le 16 juin 1959. Bachelière en pharmacie de l'Université Laval. Éluée députée libérale dans Laviolette à l'élection partielle du 1^{er} octobre 2001. Réélue en 2003, en 2007 et en 2008. Ministre déléguée à la Santé et à la Condition des aînés du 29 avril au 14 mai 2003, ministre déléguée à la Santé, aux Services sociaux et à la Condition des aînés du 14 au 30 mai 2003 et ministre déléguée aux Transports du 10 septembre 2003 au 18 avril 2007. Ministre des Transports depuis le 18 avril 2007.



CARDINAL, Pierrette

Née à Montréal le 31 août 1931, elle a étudié à l'école des sœurs du Bon-Pasteur et a fait également des études postsecondaires en lettres-sciences et en espagnol. Éluée députée libérale dans Châteauguay en 1985. Réélue en 1989. Ne s'est pas représentée en 1994.



CARON, Jocelyne

Née à Verdun le 23 avril 1951. Titulaire d'un brevet d'enseignement en musique du Conservatoire de Montréal obtenu en 1972 et d'un baccalauréat en enseignement secondaire, option histoire, de l'Université du Québec à Montréal, obtenu en 1973. Éluée députée du Parti québécois dans Terrebonne en 1989. Réélue en 1994, en 1998 et en 2003. Déléguée régionale de Lanaudière du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996. Leader parlementaire adjointe du gouvernement du 12 avril 1996 au 25 août 1997. Whip en chef du gouvernement du 25 août 1997 au 8 mars 2001. Secrétaire d'État à la Condition féminine du 8 mars 2001 au 29 avril 2003, adjointe parlementaire de la ministre d'État à la Famille et à l'Enfance du 21 mars 2001 au 12 mars 2002 et de la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance du 12 mars 2002 au 29 avril 2003. Défaite en 2007.



CARRIER-PERREAU, Denise

Née à Saint-Joseph-de-la-Pointe-Lévy (Lévis) le 21 juin 1946. A suivi une formation en graphisme du collège Sainte-Foy et est titulaire d'un baccalauréat en relations industrielles de l'Université Laval. Éluée députée du Parti québécois dans Chutes-de-la-Chaudière en 1989. Réélue en 1994 et en 1998. Vice-présidente de la Commission de l'aménagement et des équipements du 1^{er} décembre 1994 au 29 janvier 1996. Ministre déléguée aux Mines, aux Terres et aux Forêts du 29 janvier 1996 au 25 février 1998 et ministre déléguée aux Mines et aux Terres du 25 février au 15 décembre 1998. Présidente de la Commission de l'économie et du travail du 4 mars 1999 au 27 mars 2001 et leader parlementaire adjointe du gouvernement du 9 mars 2001 au 13 mars 2002. Vice-présidente de la Commission des affaires sociales du 13 mars 2002 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2003.



CHAMPAGNE, Noëlla

Née à Saint-Tite le 25 décembre 1944. Titulaire d'un diplôme d'études secondaires du couvent de la Providence de Saint-Tite obtenu en 1962 et d'un brevet d'enseignement de l'école normale Sainte-Ursule obtenu en 1964. A fait également des études en enseignement de l'histoire à l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1981 et en 1982. Éluée députée du Parti québécois dans Champlain en 2003. Défaite en 2007. Réélue en 2008.



CHAPUT-ROLLAND, Solange

Née à Montréal le 14 mai 1919. A étudié au couvent d'Outremont, à la Sorbonne et à l'Institut catholique de Paris. Éluée députée libérale dans Prévost à l'élection partielle du 14 novembre 1979. Défaite en 1981. Sénatrice dans la division des Mille Isles du 28 septembre 1988 au 14 mai 1994. Décédée le 31 octobre 2001.



CHARBONNEAU, Francine

Née à Montréal le 22 mars 1962. A étudié à la polyvalente de Pierrefonds en 1977-1978 et à la polyvalente des Sources de 1978 à 1980, où elle a obtenu un diplôme d'études professionnelles en coiffure en 1979. A suivi une formation en communication organisationnelle de la firme Claude Jean Devirieux en 2004. Éluée députée libérale dans Mille-Îles en 2008. Adjointe parlementaire de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles depuis le 15 janvier 2009.



CHAREST, Nancy

Née à Matane le 28 novembre 1959. A obtenu un diplôme en droit de l'Université Laval en 1983. Éluée députée libérale dans Matane en 2003. Adjointe parlementaire du ministre des Finances du 21 mai 2003 au 2 mars 2005 et du ministre de la Justice du 2 mars 2005 au 21 février 2007. Défaite en 2007. Candidate libérale défaite dans Haute-Gaspésie-Les Métis-Matane-Matapédia aux élections fédérales de 2008.



CHAREST, Solange

Née à Amqui le 3 août 1950. Titulaire d'un baccalauréat en sociologie obtenu en 1982 et d'un certificat en animation obtenu en 1987 de l'Université du Québec à Rimouski. A obtenu une maîtrise en communication publique de l'Université Laval en 1992. Éluée députée du Parti québécois dans Rimouski en 1994. Réélue en 1998 et en 2003. Whip adjointe du gouvernement du 12 mars 1996 au 28 octobre 1998 et du 9 décembre 1998 au 2 mars 1999. Vice-présidente de la Commission de l'éducation du 4 mars 1999 au 22 novembre 2000 et de la Commission de l'administration publique du 23 novembre 2000 au 4 mars 2001. Adjointe parlementaire du ministre d'État aux Régions du 21 mars 2001 au 28 février 2002 et de la vice-première ministre, ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie du 13 mars 2002 au 29 avril 2003. Secrétaire d'État à la Recherche, à la Science et à la Technologie du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003. Ne s'est pas représentée en 2007.



CHARLEBOIS, Lucie

Née à Coteau-Station le 14 juillet 1959. A obtenu un diplôme d'études collégiales en techniques administratives du collège de Valleyfield en 1979. Éluée députée libérale dans Soulanges en 2003. Réélue en 2007 et en 2008. Whip adjointe du gouvernement du 23 février 2005 au 21 février 2007, du 4 avril 2007 au 5 novembre 2008, puis à compter du 18 décembre 2008.



COURCHESNE, Michelle

Née à Trois-Rivières le 6 mai 1953. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en sciences humaines du collège Jean-de-Brébeuf obtenu en 1972, d'un baccalauréat en sociologie et d'une maîtrise en urbanisme obtenus en 1975 et en 1977 de l'Université de Montréal. Éluée députée libérale dans Fabre en 2003. Réélue en 2007 et en 2008. Ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration du 29 avril 2003 au 18 février 2005. Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale du 18 février 2005 au 18 avril 2007. Ministre de la Famille du 18 avril 2007 au 18 décembre 2008. Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport depuis le 18 avril 2007.



CUERRIER, Louise

Née à Montréal le 15 février 1926. A étudié à l'École normale Jacques-Cartier, à l'Institut pédagogique et à l'Université de Montréal où elle a obtenu un certificat en animation et a poursuivi une formation en orthopédagogie. Candidate du Parti québécois défaite dans Vaudreuil-Soulanges en 1973. Éluée députée de ce parti dans la même circonscription en 1976. Vice-présidente de l'Assemblée nationale du 14 décembre 1976 au 19 mai 1981. Défaite en 1981.



DELISLE, Margaret F.

Née à Québec le 4 juillet 1946. Titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université Laval obtenu en 1967. A étudié à la Faculté des lettres, option espagnol, à l'Université Laval pendant la période estivale, de 1962 à 1964, à la Faculté des lettres de l'Université de Valence en Espagne à l'été 1965 et en gérontologie au campus Notre-Dame-de-Foy de Saint-Augustin-de-Desmaures, de 1980 à 1982. Éluée députée libérale dans Jean-Talon en 1994. Réélue en 1998 et en 2003. Whip adjointe du gouvernement du 29 avril 2003 au 18 février 2005. Ministre déléguée à la Protection de la jeunesse et à la Réadaptation du 18 février 2005 au 18 avril 2007. Ne s'est pas représentée en 2007.



DIONNE, France

Née à Rivière-du-Loup le 23 août 1953. A étudié au Collège Bart Secretarial College à Québec de 1970 à 1972, en administration au La Salle Extension University à Chicago de 1974 à 1977 et a fait un certificat en administration à l'Université du Québec à Rimouski de 1979 à 1982. A suivi des cours de l'Institut canadien des courtiers en valeurs mobilières et de l'Association des fonds mutuels du Canada. A obtenu une maîtrise en administration publique de l'ENAP en 2001. Éluée députée libérale dans Kamouraska-Témiscouata en 1985. Réélue en 1989 et en 1994. Adjointe parlementaire du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie du 21 juin 1989 au 19 janvier 1994 et du ministre des Finances du 19 janvier 1994 au 24 juillet 1994. A démissionné comme députée le 2 mai 1997. Candidate libérale défaite dans Rivière-du-Loup-Kamouraska-Les Basques aux élections fédérales de 1997.



DIONNE-MARSOLAIS, Rita

Née à Sherbrooke le 20 avril 1947. A obtenu un baccalauréat ès sciences économiques en 1970 et une maîtrise en économétrie de l'Université de Montréal en 1972. Éluée députée du Parti québécois dans Rosemont en 1994. Réélue en 1998, en 2003 et en 2007. Ministre déléguée au Tourisme et responsable de la Régie des installations olympiques du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996. Ministre de la Culture et des Communications et responsable de la Charte de la langue française du 25 novembre 1994 au 30 janvier 1995, puis ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce

et responsable du Tourisme du 29 janvier 1996 au 25 août 1997. Ministre déléguée au Revenu du 25 août 1997 au 15 décembre 1998 et ministre du Revenu du 15 décembre 1998 au 28 avril 1999. Présidente de la Commission des finances publiques du 28 août au 13 novembre 2001. Ministre déléguée aux Ressources naturelles du 13 novembre 2001 au 30 janvier 2002 et ministre déléguée à l'Énergie du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003. Présidente de la Commission de l'administration publique du 6 juin 2003 au 21 février 2007. Vice-présidente de la Commission des institutions du 25 mai 2007 au 5 novembre 2008. Ne s'est pas représentée en 2008.



DOUGHERTY, Joan

Née à Montréal le 2 mars 1927, a obtenu un baccalauréat en sciences en 1947 et une maîtrise en histologie en 1950 de l'Université McGill. A étudié au Massachusetts Institute of Technology en biophysique en 1948 et en 1949. Éluée députée libérale dans Jacques-Cartier en 1981. Réélue en 1985. Adjointe parlementaire du ministre de l'Éducation du 13 décembre 1985 au 9 août 1989. Défaite en 1989.



DOYER, Danielle

Née à Mont-Joli le 17 décembre 1951. A obtenu un baccalauréat en sociologie avec mineure en économie en 1987, un baccalauréat en administration en 1989 et une maîtrise en développement régional en 1997 à l'Université du Québec à Rimouski. Éluée députée du Parti québécois dans Matapédia en 1994. Réélue en 1998, en 2003, en 2007 et en 2008. Adjointe parlementaire du ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent et de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et secrétaire régionale pour la région du Bas-Saint-Laurent du 29 janvier 1996 au 28 octobre 1998. Adjointe parlementaire du ministre des Régions, du 28 janvier 1999 au 21 mars 2001, et vice-présidente de la Commission de l'aménagement du territoire du 27 mars 2001 au 12 mars 2003. Vice-présidente de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du 15 janvier au 25 août 2009 et présidente de la Commission des transports et de l'environnement depuis le 27 août 2009.



DUPUIS (LEROUX), Luce

Née à Sainte-Marthe le 25 septembre 1940. Titulaire d'un baccalauréat en arts plastiques de l'Université du Québec à Montréal depuis 1972 et d'une maîtrise en création artistique de l'Université Concordia depuis 1979. A terminé une scolarité de maîtrise en fondements de l'éducation à l'Université de Montréal en 1988. Éluée députée du Parti québécois dans Verchères en 1989. Ne s'est pas représentée en 1994.



FRULLA, Liza

Née à Montréal le 30 mars 1949. Titulaire d'un baccalauréat ès arts obtenu au collège Basile-Moreau en 1969 et d'une maîtrise en pédagogie de l'Université de Montréal obtenue en 1973. Éluée députée libérale dans Marguerite-Bourgeoys en 1989. Ministre des Communications du 11 octobre 1989 au 5 octobre 1990. Ministre des Affaires culturelles du 5 octobre 1990 au 1^{er} janvier 1993. Ministre de la Culture du 1^{er} janvier 1993 au 11 janvier 1994. Ministre de la Culture et des Communications du 11 janvier au 26 septembre 1994. Réélue en 1994. Vice-présidente de la Commission de la culture du 30 novembre 1994 au 1^{er} août 1998. A démissionné comme députée le 1^{er} août 1998. Éluée députée libérale dans Verdun-Saint-Henri-Saint-Paul-Pointe-Saint-Charles à l'élection partielle fédérale du 13 mai 2002. Réélue dans Jeanne-Le Ber en 2004. Ministre du Développement social du 12 décembre 2003 au 20 juillet 2004. Ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine du 20 juillet 2004 au 6 février 2006. Défaite en 2006.



GAGNON-TREMBLAY, Monique

Née à Plessisville. Diplômée de l'institut de secrétariat Quirion Business School. A obtenu un baccalauréat ès arts de l'Université Laval ainsi qu'une licence en droit et un diplôme en droit notarial de l'Université de Sherbrooke. Éluée députée libérale dans Saint-François en 1985. Réélue en 1989, en 1994, en 1998, en 2003, en 2007 et en 2008. Ministre déléguée à la Condition féminine du 12 décembre 1985 au 11 octobre 1989 et ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, du 3 mars au 11 octobre 1989. Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration du 11 octobre 1989 au 11 janvier 1994. Ministre des Finances du 18 octobre 1993 au 11 janvier 1994. Vice-présidente du Conseil du trésor du 11 octobre 1989 au 26 septembre 1994. Vice-première ministre, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique et présidente du Conseil du trésor du 11 janvier au 26 septembre 1994. Présidente du caucus des députés du Parti libéral de 1994 à 1996 et chef de l'opposition officielle du 13 mai au 28 octobre 1998. Présidente de la Commission des affaires sociales du 4 mars 1999 au 12 mars 2003. Vice-première ministre du 29 avril 2003 au 18 février 2005. Ministre des Relations internationales et de la Francophonie du 29 avril 2003 au 18 décembre 2008. Vice-présidente du Conseil du trésor du 18 février 2005 au 18 décembre 2008, date où elle en est devenue la présidente. Ministre responsable de l'Administration gouvernementale depuis le 18 décembre 2008.



GAUDET, Francine

Née à Sainte-Gertrude (Bécancour) le 30 mai 1948. A obtenu un brevet en enseignement préscolaire en 1969 et un baccalauréat en enseignement préscolaire et primaire de l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1981. A fait une scolarité de maîtrise en éducation à la même université de 1982 à 1984, puis a entrepris une maîtrise en administration scolaire à l'Université de Sherbrooke en 1987. Éluée députée libérale dans Maskinongé en 2003. Adjointe parlementaire du ministre de l'Éducation du 21 mai 2003 au 2 mars 2005 et de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale du 2 mars 2005 au 21 février 2007. Défaite en 2007.



GAUDREAU, Maryse

Née à Québec le 6 juillet 1959. A étudié à Neufchâtel, à l'école primaire Saint-Charles de 1964 à 1967 et à l'école primaire M^{re}-Dumas, de 1967 à 1970. A fait ses études secondaires à l'Institut Saint-Louis-de-France à Loretteville, de 1970 à 1973 et au St. Patrick High School à Québec, de 1973 à 1976. A obtenu un diplôme en informatique de l'Institut de data processing de Québec en 1977.

Élue députée du Parti libéral dans Hull à l'élection partielle du 12 mai 2008. Réélue aux élections générales de 2008. Adjointe parlementaire de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du 21 mai au 5 novembre 2008. Adjointe parlementaire du ministre des Relations internationales à partir du 15 janvier 2009.



GAUTHIER, Françoise

Née à Laterrière le 1^{er} janvier 1953. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en sciences humaines du cégep de Chicoutimi depuis 1973 et d'une licence en droit de l'Université de Sherbrooke depuis 1976. Élue députée libérale dans Jonquière à l'élection partielle du 1^{er} octobre 2001. Réélue en 2003. Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du 29 avril 2003 au 18 février 2005 et ministre du Tourisme du 18 février 2005 au 18 avril 2007. Défaite en 2007.



GONTHIER, Johanne

Née à Montréal le 3 novembre 1954. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en sciences humaines du cégep Rosemont obtenu en 1974. Élue députée libérale dans Mégantic-Compton en 2007. Réélue en 2008. Adjointe parlementaire du ministre des Ressources naturelles et de la Faune du 25 avril 2007 au 5 novembre 2008. Adjointe parlementaire du ministre de l'Emploi et de la

Solidarité sociale depuis le 15 janvier 2009.



GOUPIL, Linda

Née à Saint-Léon-de-Standon le 13 mai 1961. Titulaire d'une licence en droit de l'Université de Sherbrooke obtenue en 1984 et d'une accréditation de médiatrice du Barreau du Québec obtenue en 1994. Élue députée du Parti québécois dans Lévis en 1998. Ministre de la Justice du 15 décembre 1998 au 8 mars 2001, ministre responsable de la Condition féminine du 15 décembre

1998 au 29 avril 2003, ministre d'État à la Famille et à l'Enfance du 8 mars 2001 au 30 janvier 2002, ministre de la Famille et de l'Enfance du 8 mars 2001 au 29 avril 2003, ministre responsable des Aînés du 8 mars 2001 au 29 avril 2003, ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003 et ministre de la Solidarité sociale du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003. Défaite en 2003 et en 2007.



GRANDMONT, Ginette

Née à Drummondville le 29 avril 1945. Diplômée de l'Institut d'hôtellerie du Québec (Montréal) en 1983. Éluée députée de l'Action démocratique du Québec dans Masson en 2007. Défaite en 2008.



GRÉGOIRE, Marie

Née à Berthier le 15 août 1965. A obtenu un baccalauréat en communications de l'Université d'Ottawa en 1988. Éluée députée de l'Action démocratique du Québec dans Berthier à l'élection partielle du 17 juin 2002. Défaite en 2003.



HAMEL, France

Née à Québec le 7 août 1952. A obtenu un diplôme d'études collégiales en administration du cégep de Granby en 1971. Éluée députée libérale dans La Peltre en 2003. Défaite en 2007 et en 2008.



HAREL, Louise

Née à Sainte-Thérèse-de-Blainville le 22 avril 1946. A obtenu un baccalauréat ès arts du séminaire de Sainte-Thérèse en 1965. A étudié en sociologie et a été licenciée en droit de l'Université de Montréal en 1977. Éluée députée du Parti québécois dans Maisonneuve en 1981. Réélue en 1985. Présidente de la Commission de l'économie et du travail du 15 mars au 25 septembre 1984, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration du 25 septembre au 27 novembre 1984, puis adjointe parlementaire du ministre de la Justice du 16 mai au 23 octobre 1985. Vice-présidente de la Commission de la culture du 11 février 1986 au 9 août 1989. Réélue dans Hochelaga-Maisonneuve en 1989, en 1994, en 1998, en 2003 et en 2007. Présidente de la Commission de l'éducation du 29 novembre 1989 au 24 juillet 1994. Ministre d'État à la Concertation et ministre de l'Emploi du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996. Ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles du 3 novembre 1995 au 29 janvier 1996. Ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité, ministre de la Sécurité du revenu, ministre responsable de la Condition féminine et ministre responsable de l'Action communautaire autonome du 29 janvier 1996 au 15 décembre 1998. Ministre de l'Emploi et de la Solidarité du 25 juin 1997 au 15 décembre 1998. Ministre responsable des Aînés du 15 décembre 1998 au 8 mars 2001. Ministre d'État et ministre des Affaires municipales et de la Métropole du 15 décembre 1998 au 30 janvier 2002. Présidente de l'Assemblée nationale

du 12 mars 2002 au 4 juin 2003. Présidente de la Commission des transports et de l'environnement du 6 juin 2003 au 6 juin 2005, chef de l'opposition officielle du 6 juin 2005 au 21 août 2006 et vice-présidente de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, du 29 novembre 2006 au 21 février 2007. Présidente de la Commission de l'éducation du 25 mai 2007 au 5 novembre 2008. Ne s'est pas représentée en 2008.



HIVON, Véronique

Née à Joliette le 14 mars 1970. A obtenu un baccalauréat en droit civil et un baccalauréat en common law de l'Université McGill en 1994. A complété une maîtrise en analyse et planification de politiques sociales à la London School of Economics and Political Science de Londres en 1996. Est devenue membre du Barreau du Québec en 1996. Boursière de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant en 1996-1997. A fait des études de deuxième et de troisième cycles à l'École nationale d'administration publique de Québec de 2003 à 2006. Candidate défaite du Parti Québécois dans Jean-Talon en 2007. Éluée députée de ce parti dans Joliette en 2008. Vice-présidente de la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité depuis le 21 décembre 2009.



HOUDA-PEPIN, Fatima

Née à Meknès, au Maroc, le 26 décembre 1951. A obtenu un baccalauréat en commerce au lycée Al Khansa, à Casablanca, en 1972, et fait des études en science politique à l'Université Mohamed V, à Rabat, en 1973 et en 1974. Titulaire d'un baccalauréat en science politique de l'Université Laval et d'une maîtrise en relations internationales de l'Université d'Ottawa, respectivement obtenus en 1976 et en 1977. Titulaire, depuis 1981, d'une maîtrise en bibliothéconomie-sciences de l'information de l'Université McGill. A complété en 1982 une scolarité de doctorat en politique internationale à l'Université de Montréal. Éluée députée libérale dans La Pinière en 1994. Réélue en 1998, en 2003, en 2007 et en 2008. Présidente de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du 6 juin 2003 au 21 février 2007. Première vice-présidente de l'Assemblée nationale depuis le 8 mai 2007.



HOVINGTON, Claire-Hélène

Née à Sacré-Cœur, au Saguenay, le 14 mai 1944. A étudié à l'Université de Montréal de 1966 à 1970 où elle a obtenu un baccalauréat en science politique. A fait un stage à l'École scientifique de Sherbrooke en 1965 et en 1966 et aux instituts agricoles de Saint-Hyacinthe et de Vancouver en 1973. A suivi un cours de perfectionnement en horticulture et arrangements floraux à l'École d'art floral de Montréal en 1974. Éluée députée libérale dans Matane en 1985. Réélue en 1989. Whip adjointe du gouvernement du 16 décembre 1985 au 21 juin 1989. Présidente de la Commission de la culture du 21 juin au 9 août 1989. Vice-présidente de la Commission de l'éducation du 29 novembre 1989 au 26 novembre 1993. Adjointe parlementaire du ministre des Transports du 25 janvier au 24 juillet 1994. Défaite en 1994.



JAMES, Yolande

Née à Montréal le 21 novembre 1977. Titulaire d'un baccalauréat en droit civil de l'Université de Montréal depuis 2000 et d'un baccalauréat en common law de l'Université Queen's depuis 2003. Éluée députée libérale dans Nelligan à l'élection partielle du 20 septembre 2004. Réélue en 2007 et en 2008. Adjointe parlementaire de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du 2 mars 2005 au 21 février 2007. Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles depuis le 18 avril 2007.



JÉRÔME-FORGET, Monique

Née à Montréal le 8 août 1940. A fait des études en économie à l'Université de Londres, en Angleterre, en 1960, en histoire à l'Université Johns Hopkins de 1964 à 1966, en économie politique à l'Université de Montréal de 1966 à 1968. Elle est aussi titulaire d'un baccalauréat ès arts obtenu en 1972 et d'un doctorat en psychologie de l'Université McGill obtenu en 1976. Éluée députée libérale dans Marguerite-Bourgeoys en 1998. Réélue en 2003, en 2007 et en 2008. Présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale du 29 avril 2003 au 18 décembre 2008. Ministre des Services gouvernementaux du 18 avril 2007 au 18 décembre 2008. Ministre des Finances du 18 avril 2007 au 8 avril 2009 et ministre responsable des Infrastructures du 18 décembre 2008 au 8 avril 2009, date de sa démission.



JUNEAU, Carmen

Née à Saint-Grégoire-de-Greenlay le 25 août 1934. A suivi un cours d'infirmière auxiliaire à l'Hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Sherbrooke. Candidate du Parti québécois défaite dans Johnson à l'élection partielle du 17 novembre 1980. Éluée députée de ce parti dans la même circonscription en 1981. Réélue en 1985 et en 1989. Adjointe parlementaire du ministre délégué aux Relations avec les citoyens du 23 janvier au 23 octobre 1985. Ne s'est pas représentée en 1994. Décédée le 18 juin 1999.



KIRKLAND, Marie-Claire

Née à Palmer, dans l'État du Massachusetts, le 8 septembre 1924. A étudié à l'Université McGill où elle a obtenu un baccalauréat ès arts et une licence en droit. A suivi un séminaire en droit international à Genève, en Suisse. Éluée députée libérale dans Jacques-Cartier à l'élection partielle du 14 décembre 1961. Réélue en 1962 et dans Marguerite-Bourgeoys en 1966 et en 1970. Assermentée ministre sans portefeuille le 5 décembre 1962. Ministre des Transports et des Communications du 25 novembre 1964 au 16 juin 1966. Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche du 12 mai 1970 au 15 février 1972, puis ministre des Affaires culturelles du 2 février 1972 au 14 février 1973. Son siège est devenu vacant à sa nomination à titre de juge de la Cour provinciale et de présidente de la Commission du salaire minimum, le 14 février 1973.



LACHAPELLE, Huguette

Née à Saint-Basile, dans Portneuf, le 28 octobre 1942. A obtenu un diplôme d'études commerciales au Elie Business College à Montréal. Éluée députée du Parti québécois dans Dorion en 1981. Whip adjointe du gouvernement du 22 septembre 1982 au 4 décembre 1984 et whip du 4 décembre 1984 au 23 octobre 1985. Défaite en 1985.



LAMQUIN-ÉTHIER, Michèle

Née à Montréal le 12 décembre 1946. Diplômée en droit de l'Université de Montréal en 1976. Éluée députée libérale dans Bourassa à l'élection partielle du 6 octobre 1997. Réélue en 1998 et dans Crémazie en 2003. Leader parlementaire adjointe du gouvernement du 29 avril 2003 au 19 octobre 2005 et du 22 décembre 2005 au 21 février 2007. Défaite en 2007.



LAPOINTE, Linda

Née à Laval le 2 juillet 1960. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en sciences de la santé du cégep Ahuntsic en 1979, et d'un baccalauréat en administration des affaires de l'Université de Montréal en 1986. Éluée députée de l'Action démocratique du Québec dans Groulx en 2007. Vice-présidente de la Commission des finances publiques du 25 mai 2007 au 28 mai 2008. Whip adjointe de l'opposition officielle du 15 mai au 23 octobre 2008. Défaite en 2008.



LAPOINTE, Lisette

Née à Montréal le 13 septembre 1943. A fait des études en pédagogie et méthodologie à l'Institut Sœur-Sainte-Anne-Marie de Montréal. Titulaire d'un permis d'enseignement de la Commission des écoles catholiques de Montréal depuis 1963. A obtenu un diplôme en gestion d'association (cadre d'association émérite) de la Société canadienne des directeurs d'association de Montréal en 1985. Éluée députée du Parti québécois dans Crémazie en 2007. Réélue en 2008.



LAVOIE-ROUX, Thérèse

Née à Rivière-du-Loup le 12 mars 1928, a étudié aux universités de Montréal et McGill, au Smith College à Northampton, et au Putnam Center à Boston. A obtenu une maîtrise en sciences sociales et un brevet d'enseignement du piano. Éluée députée libérale dans L'Acadie en 1976. Réélue en 1981 et en 1985. Présidente de la Commission des affaires sociales du 15 mars 1984 au 23 octobre 1985. Ministre de la Santé et des Services sociaux du 12 décembre 1985 au 11 octobre 1989. Ne s'est pas représentée en 1989. Sénatrice dans la division d'Acadie du 27 septembre 1990 au 12 mars 2001, date de sa démission. Décédée le 31 janvier 2009.



LEBLANC, Denise

Née à L'Étang-du-Nord, aux Îles-de-la-Madeleine, le 15 décembre 1949. A étudié au collège de l'Assomption, au cégep de la Gaspésie, à l'Université Laval et à l'Université de Montréal. Bachelière en lettres, a étudié également le droit pendant un an. Éluée députée du Parti québécois dans Îles-de-la-Madeleine en 1976. Réélue en 1981. Adjointe parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce de décembre 1976 à septembre 1979 et du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de septembre 1979 à avril 1981. Ministre de la Fonction publique du 30 avril 1981 au 1^{er} avril 1984. Ministre déléguée à la Condition féminine du 29 novembre 1983 au 26 novembre 1984, date de sa démission du cabinet. A siégé comme indépendante à compter du 27 novembre 1984. Ne s'est pas représentée en 1985. Décédée le 8 février 1999.



LEBLANC, Diane

Née à Saint-Jean-sur-Richelieu le 9 décembre 1954. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en technique de loisirs obtenu au cégep Saint-Laurent en 1975. A suivi des cours sur la publicité au Québec à la Télé-université en 1980, des études en management à l'Université Laval en 1981 et en gestion des ressources humaines à l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1996. Éluée députée libérale dans Beauce-Sud à l'élection partielle du 28 avril 1997. Réélue en 1998 et en 2003. Deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale du 4 juin 2003 au 8 mai 2007. Défaite en 2007.



LEBLANC, Lucie

Née à Montréal le 1^{er} avril 1962. Diplômée en saisie de données et opérations informatiques. Éluée députée de l'Action démocratique du Québec dans Deux-Montagnes en 2007. Défaite en 2008.



L'ÉCUYER, Charlotte

Née à Smooth Rock Falls, en Ontario, le 16 août 1943. A obtenu un baccalauréat en travail social de l'Université du Québec à Hull en 1980 et une maîtrise en travail social, option administration sociale, à l'Université de Sherbrooke en 1984. Éluée députée libérale dans Pontiac en 2003. Réélue en 2007 et en 2008. Adjointe parlementaire du ministre de la Santé et des Services sociaux du 31 août 2006 au 21 février 2007. Vice-présidente de la Commission de l'aménagement du territoire du 25 mai 2007 au 5 novembre 2008. Adjointe parlementaire du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du 6 juin 2007 au 5 novembre 2008. Vice-présidente de la Commission des transports et de l'environnement depuis le 14 janvier 2009.



LEDUC, Lyse

Née à Montréal le 17 septembre 1938. A obtenu un certificat en histoire de l'art et un certificat en andragogie de l'Université de Montréal. Éluée députée du Parti québécois dans Mille-Îles en 1994. Réélue en 1998. Secrétaire régionale et adjointe parlementaire du ministre responsable de la région de Laval du 29 janvier 1996 au 28 octobre 1998. Adjointe parlementaire de la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux du 28 janvier 1999 au 21 mars 2001 et de la ministre d'État à la Culture et aux Communications du 21 mars 2001 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2003.



LEFEBVRE, Elsie

Née à Montréal le 5 mai 1979. Diplômée en science politique de l'Université de Montréal en 2001. A entrepris une maîtrise en études internationales, politique comparée (Europe) et politiques sociales, à cette même université. À étudié à l'Universidad de las Americas à Puebla, Mexique, en 2001-2002. Éluée députée du Parti québécois dans Laurier-Dorion à l'élection partielle du 20 septembre 2004. Défaite en 2007.



LEGAULT, Diane

Née à Montréal le 21 juillet 1956. A obtenu un doctorat en médecine dentaire de l'Université de Montréal en 1979 et une maîtrise en administration des affaires (MBA) de l'Université de Sherbrooke en 1995. Éluée députée libérale dans Chambly en 2003. Adjointe parlementaire de la ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration du 21 mai 2003 au 2 mars 2005, puis adjointe parlementaire du ministre de la Santé et des Services sociaux du 2 mars 2005 au 31 août 2006. A démissionné comme députée le 15 novembre 2006.



LEGAULT, Yolande D.

Née à Saint-Joseph-du-Lac le 1^{er} juin 1941. A étudié à l'école Saint-Joseph, à Saint-Joseph-du-Lac et chez les Sœurs de la congrégation Notre-Dame de Saint-Eustache en 1957 et en 1958. Éluée députée libérale dans Deux-Montagnes en 1985. Ne s'est pas représentée en 1989.



LÉGER, Nicole

Née à Montréal le 12 mars 1955. A obtenu un baccalauréat en éducation de l'Université du Québec à Montréal en 1997. A fait des études québécoises entre 1979 et 1981, des études en droit en 1981 et en 1982, des études en arts de 1982 à 1986 et des études en journalisme en 1990 et en 1991. Éluée députée du Parti québécois dans Pointe-aux-Trembles à l'élection partielle du 9 décembre 1996. Réélue en 1998 et en 2003. Ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance du 23 septembre 1998 au 8 mars 2001 et ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et à l'exclusion du 8 mars 2001 au 29 avril 2003. Whip adjointe de l'opposition officielle du 29 avril 2003 au 9 septembre 2004. A démissionné comme députée le 1^{er} juin 2006. Éluée de nouveau dans Pointe-aux-Trembles à l'élection partielle du 12 mai 2008. Réélue aux élections générales de 2008. Whip du deuxième groupe d'opposition du 22 octobre au 5 novembre 2008. Whip en chef de l'opposition officielle depuis le 16 décembre 2008.



LEMIEUX, Diane

Née à Sherbrooke le 22 septembre 1961. Diplômée en droit de l'Université de Sherbrooke. Éluée députée du Parti québécois dans Bourget en 1998. Réélue en 2003 et en 2007. Ministre d'État au Travail et à l'Emploi du 15 décembre 1998 au 8 mars 2001. Ministre d'État à la Culture et aux Communications du 8 mars 2001 au 29 avril 2003. Présidente de la Commission de l'économie et du travail du 6 juin 2003 au 19 octobre 2004. Leader parlementaire de l'opposition officielle du 18 août 2004 au 21 février 2007. Leader parlementaire du deuxième groupe d'opposition du 4 avril 2007 au 27 août 2007. A démissionné comme députée le 17 octobre 2007.



LESPÉRANCE, Sylvie

Née à Jonquière le 21 décembre 1954. A obtenu un diplôme en sciences infirmières du cégep de Jonquière en 1975, un baccalauréat ès sciences de l'Université de Montréal en 1981 et une maîtrise en gérontologie de l'Université de Sherbrooke en 1996. Candidate défaite du Parti libéral dans Joliette en 1989 et en 1998. Éluée députée de l'Action démocratique du Québec dans Joliette à l'élection partielle du 17 juin 2002. Défaite en 2003. Décédée le 22 septembre 2006.



LOISELLE, Nicole

Née à Montréal le 8 mars 1954. A obtenu un certificat en secrétariat légal à l'École progressive de Montréal en 1973. Éluée députée libérale dans Saint-Henri en 1989. Réélue dans Saint-Henri-Sainte-Anne en 1994, en 1998 et en 2003. Whip adjointe du gouvernement du 9 au 10 mars 1994 et du 29 avril 2003 au 21 février 2007. Ne s'est pas représentée en 2007.



MALAVOY, Marie

Née à Berlin, en Allemagne, le 23 mars 1948. A obtenu un baccalauréat, option philosophie, au collège Marie-de-France en 1966, un diplôme en pastorale catéchétique en 1967, un baccalauréat en service social en 1971 et une maîtrise en service social à l'Université de Montréal en 1975. A complété la scolarité du diplôme d'études spécialisées en service social à l'Université de Sherbrooke en 1976. Éluée députée du Parti québécois dans Sherbrooke en 1994. Ministre de la Culture et des Communications du 26 septembre au 28 novembre 1994. Adjointe parlementaire de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité de 1996 à 1998. Défaite en 1998. Éluée députée dans Taillon à l'élection partielle du 14 août 2006. Réélue en 2007 et en 2008. Présidente de la Commission de l'aménagement du territoire depuis le 15 janvier 2009.



MALTAIS, Agnès

Née à Sault-au-Mouton le 7 novembre 1956. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales du cégep de Sainte-Foy. Éluée députée du Parti québécois dans Taschereau en 1998. Réélue en 2003, en 2007 et en 2008. Ministre de la Culture et des Communications du 15 décembre 1998 au 8 mars 2001. Ministre déléguée à la Santé, aux Services sociaux et à la Protection de la Jeunesse du 8 mars 2001 au 30 janvier 2002. Ministre déléguée à l'Emploi du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003. Présidente du caucus de l'opposition officielle du 29 avril 2003 au 21 février 2007. Leader parlementaire adjointe de l'opposition officielle depuis le 16 décembre 2008.



MANCUSO, Anna

Née à Montréal le 18 mai 1971. Obtint un diplôme d'études collégiales en sciences sociales du collège Marianopolis en 1990, un certificat en italien de l'Università Italiana per Stranieri di Perugia (Italie) en 1991, un baccalauréat en science politique de l'Université Concordia en 1993, une licence en droit civil de l'Université d'Ottawa en 1996 et un certificat en droit européen communautaire et des affaires de l'Université de Lyon, en France, en 1997. Éluée députée libérale dans Viger à l'élection partielle du 15 avril 2002. Ne s'est pas représentée en 2003.



MAROIS, Pauline

Née à Québec le 29 mars 1949. Titulaire d'un baccalauréat en service social de l'Université Laval depuis 1971 et d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) de l'École des hautes études commerciales depuis 1976. Éluée députée du Parti québécois dans La Peltrie en 1981. Ministre d'État à la Condition féminine, du 30 avril 1981 au 9 septembre 1982, puis ministre déléguée à la Condition féminine du 9 septembre 1982 au 29 novembre 1983. Ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu du 29 novembre 1983 au 12 décembre 1985. Défaite en 1985. Éluée dans

Taillon en 1989. Réélue en 1994, en 1998 et en 2003. Présidente de la Commission des affaires sociales de 1989 à 1994. Ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique et présidente du Conseil du trésor, du 26 septembre 1994 au 3 novembre 1995. Ministre responsable de la Famille, du 28 septembre 1994 au 2 juillet 1997. Ministre des Finances et ministre du Revenu du 3 novembre 1995 au 29 janvier 1996. Ministre de l'Éducation du 29 janvier 1996 au 15 décembre 1998. Ministre de la Famille et de l'Enfance du 2 juillet 1997 au 8 mars 2001. Ministre d'État et ministre de la Santé et des Services sociaux du 15 décembre 1998 au 8 mars 2001. Vice-première ministre du 8 mars 2001 au 29 avril 2003. Ministre d'État à l'Économie et aux Finances, ministre des Finances et ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie du 8 mars 2001 au 25 septembre 2002. Ministre de l'Industrie et du Commerce du 30 janvier au 25 septembre 2002, puis ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche du 25 septembre 2002 au 29 avril 2003. A démissionné le 20 mars 2006. Est devenue chef du Parti québécois le 26 juin 2007. Élué dans Charlevoix à l'élection partielle du 24 septembre 2007. Réélue en 2008. Chef du deuxième groupe d'opposition du 1^{er} octobre 2007 au 5 novembre 2008, puis chef de l'opposition officielle depuis le 15 décembre 2008.



MÉNARD, Nicole

Née à Saint-Constant. A suivi une formation en administration de l'entreprise de l'École des hautes études commerciales de Montréal en 1990 et en matière de gestion stratégique du Centre international de recherches et d'études en management (CIREM) en 1993. Titulaire d'un diplôme de l'Advanced Executive Program, Northwestern University, Chicago, depuis 1997. Élué députée libérale dans Laporte en 2007. Réélue en 2008. Adjointe parlementaire du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et ministre du Tourisme du 25 avril 2007 au 5 novembre 2008. Ministre du Tourisme depuis le 18 décembre 2008.



MÉTHÉ, Lucille

Née à Henryville le 15 décembre 1957. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en sciences administratives du cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu depuis 1978, d'un baccalauréat en administration des affaires de l'Université du Québec à Montréal depuis 1981 et d'une attestation d'études commerciales en commerce international du séminaire de Sherbrooke depuis 2001. Candidate défaite de l'Action démocratique du Québec dans Iberville en 2003. Élué députée de ce parti dans Saint-Jean en 2007. Whip adjointe de l'opposition officielle du 4 avril 2007 au 15 mai 2008. Défaite en 2008.



MORASSE, Johanne

Née à Duparquet, en Abitibi, le 12 mars 1957. Titulaire d'un baccalauréat en sciences appliquées, génie forestier, de l'Université Laval depuis 1980, d'une maîtrise en foresterie de l'Université de Colombie-Britannique depuis 1982 et d'un doctorat en foresterie et agriculture de l'Université d'Helsinki, Finlande, depuis 1998. Éluée députée du Parti québécois dans Rouyn-Noranda-Témiscamingue en 2007. Défaite en 2008.



MORISSETTE, Catherine

Née à Québec le 3 février 1979. A étudié au programme d'études internationales de l'Université René-Descartes-Paris-V, France, en 2002. A obtenu un baccalauréat en droit, profil international, de l'Université Laval en 2003. A étudié à l'École du Barreau du Québec, section Québec, en 2004. Éluée députée de l'Action démocratique du Québec dans Charlesbourg en 2007. Présidente de la Commission de l'économie et du travail du 25 mai 2007 au 5 novembre 2008. Défaite en 2008.



NORMANDEAU, Nathalie

Née à Maria, en Gaspésie, le 8 mai 1968. A obtenu un baccalauréat en science politique en 1992 et un certificat en études africaines en 1993 de l'Université Laval. Éluée députée libérale dans Bonaventure en 1998. Réélue en 2003, en 2007 et en 2008. Ministre déléguée au Développement régional et au Tourisme du 29 avril 2003 au 18 février 2005. Ministre des Affaires municipales et des Régions du 18 février 2005 au 18 décembre 2008. Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du 18 décembre 2008 au 23 juin 2009. Vice-première ministre depuis le 18 avril 2007. Ministre des Ressources naturelles et de la Faune depuis le 23 juin 2009.



OUELLETTE, Jocelyne

Née à Hull le 6 avril 1944. A étudié au collège Lafortune et à l'Université d'Ottawa dont elle a été diplômée en administration publique. Éluée députée du Parti québécois dans Hull en 1976. Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement du 6 juillet 1977 au 30 avril 1981. Défaite en 1981.



PAPINEAU, Lucie

Née à Laval-des-Rapides le 19 novembre 1946. Titulaire d'un diplôme d'études commerciales de l'académie Sainte-Anne, à Rawdon, depuis 1964. Éluée députée du Parti québécois dans Prévost à l'élection partielle du 28 avril 1997. Réélue en 1998 et en 2003. Whip adjointe du gouvernement du 28 janvier 1999 au 8 mars 2001. Secrétaire d'État aux Régions-ressources et adjointe parlementaire du ministre d'État aux Régions du 21 mars 2001 au 30 janvier 2002. Ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce du 30 janvier 2002 au 29 avril 2003. Défaite en 2007.



PAYETTE, Lise

Née à Verdun le 29 août 1931. A étudié à Montréal. Éluée députée du Parti québécois dans Dorion en 1976. Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières du 26 novembre 1976 au 21 septembre 1979. Ministre d'État à la Condition féminine du 21 septembre 1979 au 30 avril 1981. Ministre d'État au Développement social du 6 novembre 1980 au 30 avril 1981. Ne s'est pas représentée en 1981.



PELCHAT, Christiane

Née à Saint-Hubert le 28 août 1959. A étudié au collège Jean-de-Brébeuf de 1976 à 1978 et à l'Université d'Ottawa dont elle a obtenu un baccalauréat en sciences sociales en 1981. A suivi des cours en droit et en journalisme à l'Université de Montréal en 1982 et en 1983. Éluée députée libérale dans Vachon en 1985. Réélue en 1989. Adjointe parlementaire de la ministre des Affaires culturelles du 5 février 1986 au 9 août 1989, du ministre de l'Environnement du 29 novembre 1989 au 19 janvier 1994 et du ministre des Affaires internationales du 19 janvier au 24 juillet 1994. Ne s'est pas représentée en 1994.



PERREAULT, Sarah

Née à Chicoutimi le 17 septembre 1962. A obtenu un baccalauréat en science politique en 1985 et un diplôme en communication publique de l'Université Laval en 1987. Éluée députée libérale dans Chauveau en 2003. Vice-présidente de la Commission de l'administration publique du 31 mars 2004 au 21 février 2007. Défaite en 2007 et en 2008.



POIRIER, Carole

Née à Montréal le 2 octobre 1958. A obtenu un baccalauréat multidisciplinaire en administration, en gestion des services municipaux et en administration des services publics à l'Université du Québec à Montréal en 2005. A obtenu une maîtrise en administration publique à l'École nationale d'administration publique (ENAP) en 2008. Poursuit des études doctorales en administration publique à l'ENAP depuis 2009. Éluée députée du Parti québécois dans Hochelaga-Maisonneuve en 2008.



RICHARD, Lorraine

Née à Havre-Saint-Pierre le 30 juillet 1959. Diplômée en soins infirmiers auxiliaires de l'école Manikoutai, de Sept-Îles, en 1978. Éluée députée du Parti québécois dans Duplessis en 2003. Réélue en 2007 et en 2008.



RICHARD, Monique

Née à Jonquière le 12 décembre 1947. A obtenu un baccalauréat en sciences de l'éducation de l'École normale Eulalie-Durocher en 1969. Éluée député du Parti québécois dans Marguerite-D'Youville en 2008.



ROBERT, Hélène

Née à Sainte-Scholastique (Mirabel) le 12 octobre 1945. Titulaire d'un brevet d'enseignement du collège Ignace-Bourget depuis 1965. Éluée députée du Parti québécois dans Deux-Montagnes en 1994. Réélue en 1998 et en 2003. Déléguée régionale des Laurentides du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996. Adjointe parlementaire du ministre responsable de la région des Laurentides et secrétaire régionale pour la région des Laurentides du 29 janvier 1996 au 28 octobre 1998. Vice-présidente de la Commission de l'aménagement du territoire du 4 mars 1999 au 4 mars 2001 et de la Commission de l'administration publique du 27 mars 2001 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2007.



ROBIC, Louise

Née à Montréal le 25 janvier 1935. A fait son cours commercial au Alexander Business College. A poursuivi sa formation en relations humaines à l'Université du Québec à Montréal. A suivi des cours d'agent immobilier et de gestion immobilière à la Chambre immobilière du Québec et des cours de techniques de vente professionnelle et de techniques de service à la clientèle chez Xerox Canada. A également étudié en économie et en droit à l'Université McGill. Éluée députée libérale dans Bourassa en 1985. Réélue en 1989. Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration du 12 décembre 1985 au 3 mars 1989 et ministre déléguée à la Santé et aux Services sociaux du 3 mars 1989 au 11 octobre 1989. Ministre déléguée aux Finances du 11 octobre 1989 au 11 janvier 1994. A démissionné comme députée le 14 avril 1994.



ROBILLARD, Lucienne

Née à Montréal le 16 juin 1945. A obtenu un baccalauréat ès arts du collège Basile-Moreau en 1965 et une maîtrise en service social de l'Université de Montréal en 1967. Titulaire d'un diplôme en sciences administratives obtenu en 1983 et d'une maîtrise en administration des affaires obtenue en 1986 de l'École des hautes études commerciales de Montréal. Éluée députée libérale dans Chambly en 1989. Ministre des Affaires culturelles du 11 octobre 1989 au 5 octobre 1990. Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science du 5 octobre 1990 au 3 novembre 1992, ministre de l'Éducation du 3 novembre 1992 au 2 décembre 1993 et ministre de l'Éducation et de la Science du 2 décembre 1993 au 11 janvier 1994. Ministre de la Santé et des Services sociaux du 11 janvier au 26 septembre 1994. Défaite en 1994. Éluée députée libérale dans Saint-Henri-Westmount à l'élection partielle fédérale du 13 février 1995. Réélue dans Westmount-Ville-Marie en 1997, en 2000 et en 2004. Ministre du Travail du 22 février 1995 au 25 janvier 1996, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du 25 janvier 1996 au 3 août 1999 et ministre responsable de l'Infrastructure du 3 août 1999 jusqu'en janvier 2002. Présidente du Conseil du Trésor du 3 août 1999 au 12 décembre 2003. Ministre de l'Industrie du 12 décembre 2003 au 20 juillet 2004. Présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales du 20 juillet 2004 au 6 février 2006. Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences du 17 janvier 2005 au 6 février 2006. Réélue en 2006. Chef adjointe de l'opposition officielle de février à décembre 2006. Leader parlementaire adjointe de l'opposition officielle du 18 janvier 2007 au 22 janvier 2008. A démissionné comme députée le 25 janvier 2008.



ROCHEFORT, Nathalie

Née à Québec en 1970. A obtenu un certificat en action communautaire et une mineure en art et science de l'Université de Montréal en 1995. Éluée députée libérale dans Mercier à l'élection partielle du 9 avril 2001. Défaite en 2003 et en 2007.



ROTIROTI, Filomena

Née à Montréal le 17 mai 1974. A obtenu un diplôme d'études collégiales en sciences sociales du collège Champlain en 1994 et complété une formation en science politique à l'Université Concordia en 1997. Éluée députée du Parti libéral dans Jeanne-Mance-Viger en 2008. Adjointe parlementaire de la ministre du Tourisme depuis le 28 janvier 2009.



ROY, Sylvie

Née à La Tuque le 4 novembre 1964. Diplômée en droit de l'Université Laval en 1987. Éluée députée de l'Action démocratique du Québec dans Lotbinière en 2003. Réélue en 2007 et en 2008. Leader parlementaire adjointe de l'opposition officielle du 4 avril 2007 au 5 novembre 2008. Chef du deuxième groupe d'opposition du 21 avril au 29 octobre 2009. Leader parlementaire du deuxième groupe d'opposition depuis le 29 octobre 2009.



ROY VERVILLE, Monique

Née à Verdun le 27 avril 1961. A suivi une formation continue en transferts, déplacements et soins de base des personnes âgées, à Québec, de 1979 à 1983, et une formation en anglais, langue seconde, à Borden, Ontario, de 1983 à 1984. A suivi également une formation continue en prévention du suicide, gestion d'état de crise, gestion de la détresse psychologique, relations humaines et techniques d'écoute à la base militaire de Baden-Baden, en Allemagne, de 1989 à 1992. Éluée députée de l'Action démocratique du Québec dans La Prairie en 2007. Défaite en 2008.



SAINT-AMAND, Aline

Née à Kénogami (Jonquière) le 16 juin 1936. A étudié au couvent des religieuses du Bon-Conseil à Kénogami. Éluée députée libérale dans Jonquière à l'élection partielle du 5 décembre 1983. Défaite en 1985 et en 1989.



SIGNORI, Céline

Née à Saint-Jean-sur-Richelieu le 11 février 1938. A fait des études postsecondaires en science de la santé à l'École de puériculture de Notre-Dame-de-Liesse et à l'Hôpital général de Fort-Smith (T.-N.-O.). Éluée députée du Parti québécois dans Blainville en 1994. Réélue en 1998. A démissionné le 27 juin 2001.



SIMARD, Monique

Née à Montréal le 19 février 1950. A étudié en science politique et en histoire à l'Université du Québec à Montréal. Candidate du Parti québécois défaite dans Bertrand en 1994. Éluée députée du Parti québécois dans La Prairie à l'élection partielle du 19 février 1996. A démissionné le 1^{er} mai 1998.



ST-AMAND, Danielle

Née à Sainte-Thècle le 8 avril 1964. A obtenu un diplôme de technique en éducation spécialisée du collège de Saint-Jérôme en 1984 et un certificat en enfance inadaptée de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) en 1995. A suivi une formation en gestion des ressources humaines à l'UQTR en 2000. Éluée députée libérale dans Trois-Rivières en 2008. Adjointe parlementaire du ministre de la Famille depuis le 15 janvier 2009.



ST-PIERRE, Christine

Née à Saint-Roch-des-Aulnaies le 10 juin 1953. Titulaire d'un baccalauréat en sciences sociales de l'Université de Moncton depuis 1976, elle a aussi fait des études en démographie, économie et droit. Éluée députée libérale dans l'Acadie en 2007. Réélue en 2008. Ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine depuis le 18 avril 2007.



THÉBERGE, Carole

Née à Saint-Philémon, dans Bellechasse, le 14 décembre 1953. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales du cégep Lévis-Lauzon depuis 1973. Éluée députée libérale dans Lévis en 2003. Ministre déléguée à la Famille du 29 avril 2003 au 18 février 2005 et ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine du 18 février 2005 au 18 avril 2007. Défaite en 2007.



THÉRIAULT, Lise

Née à Toronto le 7 janvier 1966. Éluée députée libérale dans Anjou à l'élection partielle du 15 avril 2002. Réélue en 2003, en 2007 et en 2008. Vice-présidente de la Commission des institutions du 6 juin 2003 au 18 février 2005. Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du 18 février 2005 au 18 avril 2007. Présidente de la Commission des institutions du 25 mai 2007 au 5 novembre 2008. Ministre déléguée aux Services sociaux depuis le 18 décembre 2008.



TRÉPANIER, Violette

Née à Montréal le 14 mars 1945. A étudié à l'École normale à Saint-Lambert et à l'Université de Montréal, où elle a obtenu un baccalauréat en pédagogie en 1966. Éluée députée libérale dans Dorion en 1985. Réélue en 1989. Adjointe parlementaire du ministre des Affaires municipales du 13 décembre 1985 au 3 mars 1989. Ministre déléguée aux Communautés culturelles du 3 mars 1989 au 11 octobre 1989. Ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille du 11 octobre 1989 au 11 janvier 1994. Ministre de la Sécurité du revenu du 11 janvier au 26 septembre 1994. Ne s'est pas représentée en 1994.



VAIVE, Claire

Née à Hull le 6 mars 1940. A obtenu un diplôme d'études pédagogiques, option commerce-secrétariat, en 1969 et un diplôme de premier cycle en enseignement des matières administratives et commerciales en 1986 de l'Université du Québec à Hull. Éluée députée libérale dans Chapleau en 1994. Ne s'est pas représentée en 1998.



VALLÉE, Stéphanie

Née à Sherbrooke le 24 septembre 1971. Titulaire d'un baccalauréat en droit de l'Université d'Ottawa, section de droit civil, depuis 1993 et médiatrice familiale accréditée depuis 2002. Éluée députée libérale dans Gatineau en 2007. Réélue en 2008. Adjointe parlementaire de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministre de la Famille du 25 avril 2007 au 5 novembre 2008. Adjointe parlementaire du premier ministre depuis le 15 janvier 2009.



VERMETTE, Cécile

Née à Montréal le 19 janvier 1945. Diplômée en sciences infirmières de l'Hôpital Saint-Luc en 1968 et titulaire d'un baccalauréat en gestion de l'Université de Montréal en 1985. Éluée députée du Parti québécois dans Marie-Victorin en 1985. Réélue en 1989, en 1994, en 1998 et en 2003. Whip adjointe du gouvernement du 26 septembre 1994 au 19 juin 1996. Vice-présidente de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du 19 juin 1996 au 28 octobre 1998 et de la Commission de l'administration publique du 4 mars 1999 au 9 novembre 2000. Présidente de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du 9 novembre 2000 au 7 février 2002. Leader adjointe du gouvernement du 12 mars 2002 au 12 mars 2003. Ne s'est pas représentée en 2007.



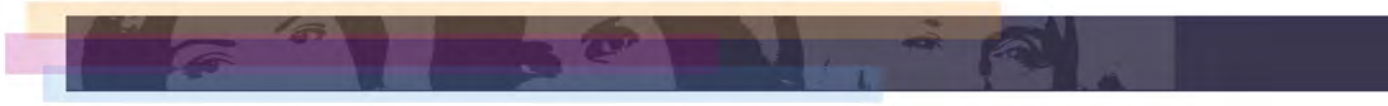
VIEN, Dominique

Née à Lévis le 10 février 1967. Titulaire d'un diplôme d'études collégiales du collège de Lévis depuis 1986, d'un baccalauréat en communication publique, droit et histoire de l'Université Laval depuis 1992 et d'une attestation de formation continue en développement de sessions de formation, animation et leadership de l'Université du Québec à Trois-Rivières depuis 2001. Éluée députée libérale dans Bellechasse en 2003. Adjointe parlementaire de la ministre de la Culture et des Communications du 21 mai 2003 au 21 février 2007. Défaite en 2007. Réélue en 2008. Ministre des Services gouvernementaux depuis le 18 décembre 2008.



WEIL, Kathleen

Née à Montréal le 27 octobre 1954. À l'Université McGill, a obtenu un diplôme d'études collégiales en sciences en 1974, un baccalauréat en histoire et science politique en 1977, un baccalauréat en droit civil en 1982 et un baccalauréat en common law en 1982. Éluée députée libérale dans Notre-Dame-de-Grâce en 2008. Ministre de la Justice depuis le 18 décembre 2008.



*Quelques dates marquantes du parcours des femmes**

1664

La Nouvelle-France est régie par la Coutume de Paris, son premier code civil, qui instaure le régime matrimonial de la communauté de biens entre époux. La gestion des biens est confiée au mari en vertu de la puissance maritale et la femme mariée devient inapte juridiquement, sauf la femme marchande. Au décès du mari, la veuve retrouve l'exercice de ses droits juridiques sur la communauté de biens.

1791

L'Acte constitutionnel donne la qualité d'électeur à tous les propriétaires, à partir de certains critères de propriété, sans distinction de sexe. Certaines femmes propriétaires ont ainsi le droit de vote et l'exercent.

1833

L'abolition de l'esclavage met un terme à l'exploitation des femmes noires et amérindiennes qui, depuis 1709, servent comme domestiques non payées dans certaines familles du Québec.

1834

Le droit de vote est retiré aux femmes mariées.

1849

Quel que soit leur statut, les femmes perdent officiellement le droit de vote en vertu d'une législation du Canada-Uni.

1866

Inspiré par le Code Napoléon de 1804, le Code civil du Bas-Canada est promulgué. Il perpétue le principe de l'incapacité juridique de la femme mariée qui figurait déjà dans la Coutume de Paris. Les femmes mariées ont les mêmes droits que les mineurs et les interdits. Elles ne peuvent être tutrices, se défendre, intenter une action ou contracter. Elles ne disposent pas de leur salaire. Cette loi agira profondément sur les perceptions et les attitudes envers les femmes.

1869

Afin de limiter la transmission du statut d'Indien, le gouvernement du Canada décide de priver de leur statut les Amérindiennes épousant des non-Amérindiens ainsi que leurs descendants. De plus, les Amérindiennes sont exclues du pouvoir politique à l'intérieur de leurs communautés.

* Adapté d'un document publié en 2008 à l'occasion du 35^e anniversaire du Conseil du statut de la femme, *La constante progression des femmes*.



1882

La Loi canadienne du Homestead (loi visant à assurer la préservation de la propriété familiale) est promulguée. Elle accorde certaines protections aux femmes dans certaines régions de colonisation. Cette loi empêche le mari d'aliéner, sans le consentement de sa femme, les biens désignés à titre de patrimoine familial, généralement constitué de la maison et d'une partie de la terre. Cependant, la loi est modifiée en 1909 et fait perdre aux femmes cette protection.

1894

Le Parti socialiste ouvrier exige dans son manifeste le droit de suffrage universel pour tous, sans considération de croyance, de couleur ou de sexe.

1899

La Loi de l'instruction publique est modifiée pour interdire aux femmes de voter aux élections scolaires et de se présenter à un poste de commissaire. Cette loi est votée en réaction à la tentative d'un groupe de féministes de faire élire une femme au Protestant Board of School Commissioners. Les femmes devront attendre jusqu'en 1942 pour retrouver leurs droits.

1902

Marie Gérin-Lajoie rédige le *Traité de droit usuel*, ouvrage de vulgarisation du droit civil et constitutionnel pour les femmes. Elle devient la personne-ressource des militantes féministes.

1912

Carrie Matilda Derick fonde la Montreal Suffrage Association, premier mouvement organisé, orienté principalement vers l'obtention du droit de vote des femmes au fédéral.

1916

Emily Murphy devient la première femme membre de la magistrature au Canada.

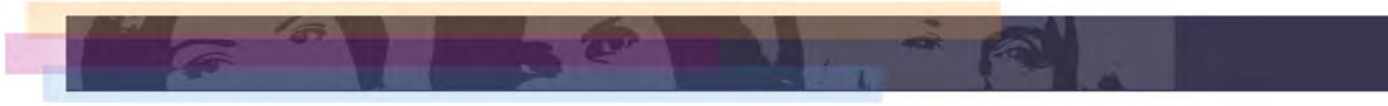
1918

Les femmes obtiennent le droit de vote aux élections fédérales. Au provincial, celui-ci est accordé aux femmes en 1916 au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, en 1917 en Colombie-Britannique et en Ontario, en 1918 en Nouvelle-Écosse, en 1919 au Nouveau-Brunswick, en 1922 à l'Île-du-Prince-Édouard et en 1925 à Terre-Neuve.

1921

Le Comité provincial pour le suffrage féminin prend la relève de la Montreal Suffrage Association. Il rallie anglophones et francophones à la cause du suffrage féminin.

Agnes Campbell-McPhail est la première femme élue députée au Parlement d'Ottawa.



1927

Il y a scission au sein du Comité provincial pour le suffrage féminin. L'Alliance canadienne pour le vote des femmes du Québec voit alors le jour avec Idola Saint-Jean à sa tête, alors que Thérèse Casgrain préside le Comité provincial qui devient, en 1928, la Ligue des droits de la femme.

1929

L'affaire « personne », soutenue par les Célèbres cinq – Emily Murphy, Louise McKinney, Irene Parlby, Nellie McClung et Henrietta Muir Edwards – représente une victoire historique dans la lutte pour le droit des femmes à l'égalité au Canada. Après un long débat juridique et politique de 1921 à 1929, le Conseil privé de Londres annule la décision de la Cour suprême du Canada en déclarant que les femmes sont des personnes et, par conséquent, qu'elles peuvent siéger au Sénat.

1930

Cairine Mackay Wilson est la première sénatrice du Canada.

Idola Saint-Jean est la première candidate québécoise à se présenter à des élections fédérales, sans toutefois être élue. De même, Thérèse Casgrain sera candidate plusieurs fois de 1942 à 1961, tant au fédéral qu'au provincial, et ne sera jamais élue.

1931

À la suite du dépôt du rapport de la Commission d'enquête sur les droits civiques des femmes au Québec (commission Dorion), mise sur pied en 1929, quelques modifications au Code civil sont apportées. Dorénavant, une femme mariée sous le régime de la communauté de biens peut disposer de son salaire. L'incapacité juridique de la femme mariée est cependant maintenue.

Les femmes mariées sous le régime de la séparation de biens et répondant aux critères d'éligibilité peuvent voter aux élections municipales.

1934

Les femmes mariées peuvent ouvrir un compte en banque à leur nom à la suite du rapport de la Commission royale d'enquête sur le système bancaire au Québec ou commission MacMillan.

1937

La Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses est adoptée. Pour en bénéficier, elles doivent faire des démarches souvent humiliantes en donnant, entre autres, des garanties sur leur capacité d'être une bonne mère.

1938

Les femmes participent pour la première fois au congrès d'un parti, le Parti libéral du Québec. À ce congrès, Thérèse Casgrain fait inscrire à l'ordre du jour du programme électoral le droit de vote féminin, qui est adopté en assemblée générale.



1940

C'est en pleine guerre mondiale que les femmes du Québec obtiennent le droit de vote au provincial. C'est le fruit de 14 années d'efforts au cours desquelles des féministes se sont rendues chaque année à Québec pour l'exiger. Les femmes propriétaires, veuves ou célibataires majeures, qui peuvent d'ailleurs voter depuis 1892 aux élections municipales, sont admises à exercer une charge municipale.

1941

Cécile Rouleau devient la première femme à occuper un poste de cadre au gouvernement du Québec.

1942

Les femmes peuvent devenir commissaires scolaires au Québec.

1945

Le gouvernement canadien décide de verser des allocations familiales. Au Québec, c'est au chef de famille qu'il entend les verser. Thérèse Casgrain obtient gain de cause pour que les chèques soient versés aux mères.

1947

Avec l'entrée en vigueur de la Loi sur la citoyenneté canadienne, les Canadiennes qui épousent des non-Canadiens ne perdent plus leur citoyenneté.

Mary Leehy-O'Connor est la première femme candidate à une élection au Québec. Elle n'est cependant pas élue.

1953

Mariana Beauchamp-Jodoin est la première Québécoise nommée au Sénat.

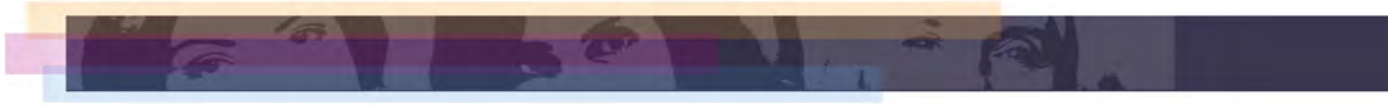
1954

La Loi modifiant le Code civil abolit le double standard selon lequel une femme ne peut demander une séparation pour cause d'adultère qu'à la condition que le mari fasse vivre sa concubine dans la résidence familiale. Le mari pouvait, lui, obtenir en tout temps la séparation de sa femme pour cause d'adultère.

Elsie M. Gibbons est la première mairesse au Québec. Elle a été élue à Portage-du-Fort (Pontiac) en 1954 et occupe cette fonction jusqu'en 1971.

1957

Ellen Louks Fairclough est la première femme nommée ministre au Parlement à Ottawa.



1961

Marie-Claire Kirkland devient la première femme élue à l'Assemblée nationale. Elle est nommée ministre sans portefeuille l'année suivante.

Thérèse Casgrain assume la direction du Canadian Commonwealth Federation, l'actuel Nouveau Parti démocratique (NPD), devenant ainsi la première femme chef d'un parti au Canada.

Thérèse Lemay est la première femme juge au Québec. Elle est nommée à la cour municipale de Saint-Georges.

1964

La Loi sur la capacité juridique de la femme mariée, pilotée par la députée Marie-Claire Kirkland, est adoptée. Cette loi donne aux femmes mariées la pleine capacité juridique. Elles peuvent exercer une profession, gérer leurs propres biens, intenter des actions en justice et conclure des contrats. La Loi abolit le devoir d'obéissance de la femme à son mari, sans toutefois faire disparaître la puissance maritale.

1967

La Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada (commission Bird) est créée. Elle révèle des données inquiétantes sur la discrimination subie par les femmes et sur leur pauvreté. En 1970, la Commission remet son rapport réclamant l'égalité de droit et de fait.

Le gouvernement du Québec crée son programme d'allocations familiales pour les enfants de moins de 16 ans.

Thérèse Baron devient la première femme nommée à un poste de haute direction dans l'administration publique québécoise. Elle occupe la fonction de sous-ministre adjointe du ministère de l'Éducation.

1968

L'Assemblée nationale institue le mariage civil. Le Parlement fédéral adopte la Loi sur le divorce. Au Québec, avant cette date, le mariage était quasiment indissoluble, sauf en de rares exceptions.

Les femmes mariées résidant avec un mari propriétaire ou locataire peuvent voter et se présenter à des postes électifs aux élections municipales.

1969

La Loi sur l'aide sociale est adoptée. Cette loi permet à des femmes chefs de famille monoparentale de toucher des prestations sans avoir à se soumettre aux humiliations de l'ancienne loi des mères nécessiteuses.



1970

Le régime légal de la communauté de biens est remplacé par celui de la société d'acquêts, qui combine les avantages de la séparation de biens durant le mariage et de la communauté de biens à la fin du mariage.

Le Code civil est modifié pour reconnaître certains droits à l'enfant naturel. C'est un premier pas vers la reconnaissance de l'égalité des enfants quelles que soient les circonstances de la naissance.

1971

Les femmes obtiennent le droit d'occuper la fonction de jurée à la suite d'une manifestation organisée par le Front de libération des femmes (FLF) au cours du procès du felquiste, Paul Rose.

1972

Malgré un droit d'éligibilité datant de 1920, Monique Bégin, Albanie Morin et Jeanne Sauvé sont les premières Québécoises élues à la Chambre des communes. Jeanne Sauvé devient, par ailleurs, la première femme québécoise nommée ministre au fédéral.

1973

Le gouvernement du Québec crée le Conseil du statut de la femme, et le gouvernement fédéral met sur pied le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme à la suite des recommandations de la commission Bird.

La Cour suprême décide que la Déclaration canadienne des droits de 1960, qui garantit l'égalité devant la loi, ne s'applique pas à l'article 12 de la Loi sur les Indiens de 1869. Par conséquent, les femmes autochtones qui ont épousé des non-autochtones ne peuvent retrouver leur statut d'Indienne. C'est la première fois que les tribunaux jugent un cas de discrimination fondée sur le sexe.

Gabrielle Vallée est la première femme élue bâtonnière du Barreau de Québec.

Claire L'Heureux-Dubé est la première femme nommée juge à la Cour supérieure du Québec.

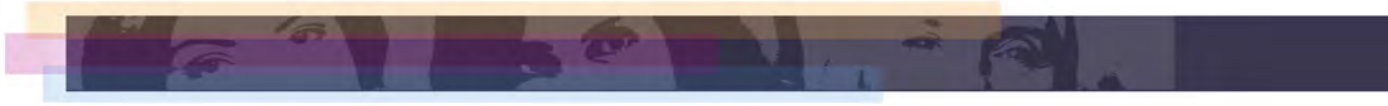
1974

La sénatrice Renaude Lapointe est la première femme francophone à être nommée présidente du Sénat au Parlement du Canada.

1975

L'Année internationale de la femme est déclarée par l'Organisation des Nations unies (ONU).

Au Québec, l'adoption de la Charte des droits et libertés de la personne interdit officiellement toute discrimination fondée sur le sexe.



1977

La notion d'autorité paternelle disparaît du Code civil et est remplacée par celle d'autorité parentale. Le concept d'enfant illégitime (né hors mariage) est supprimé.

1978

Le Conseil du statut de la femme présente une politique d'ensemble de la condition féminine comportant 306 recommandations. Le document s'intitule *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*. Le gouvernement du Québec institue un Secrétariat à la condition féminine, il est responsable de la mise en œuvre de la politique de condition féminine. Un système de perception des pensions alimentaires est mis en place. La perception n'est cependant pas automatique.

1979

Lise Payette devient la première ministre d'État à la Condition féminine.

Christine Tourigny devient la première secrétaire générale associée (équivalent de sous-ministre) du gouvernement du Québec.

1980

Jeanne Sauvé devient la première présidente de la Chambre des communes.

1981

La Loi instituant un nouveau Code civil entre en vigueur. L'égalité entre les conjoints est reconnue. Les femmes gardent dorénavant leur nom et peuvent le transmettre à leurs enfants. La résidence familiale est protégée. La réforme reconnaît aussi la contribution exceptionnelle de la conjointe et du conjoint à l'enrichissement de l'autre par l'introduction de la prestation compensatoire. Cependant, les tribunaux reconnaissent rarement la valeur du travail au foyer.

Le Canada ratifie la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) adoptée par l'ONU en 1979. La même année, le Québec se déclare lié par décret à cette convention.

À Sainte-Foy, Andrée P. Boucher devient la première femme chef d'un parti municipal au Québec.

1982

Le motif de discrimination portant sur la grossesse est ajouté à l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne, car la Cour suprême avait affirmé que cette discrimination ne constituait pas de la discrimination basée sur le sexe (affaire Bliss). À la suite d'intenses pressions du lobby féministe anglophone au moment de l'adoption de la Charte canadienne en 1982, l'article 28 vient renforcer le caractère fondamental du droit à l'égalité entre les sexes en le protégeant, indépendamment des autres dispositions de la présente charte.

Bertha Wilson est la première femme nommée juge à la Cour suprême du Canada.



1983

Le Conseil du statut de la femme organise, à Montréal, le Forum sur la force économique des femmes. Des mesures sont proposées pour orienter les travaux du Conseil portant notamment sur le travail et l'égalité en emploi, la sécurité du revenu, la fiscalité et la participation des femmes dans les lieux de pouvoir.

Jeanne Sauvé devient la première femme à être nommée gouverneure générale du Canada.

1985

Les femmes autochtones retrouvent les droits perdus en 1869, avec l'adoption par le gouvernement canadien du projet de loi C-31, Loi modifiant la Loi sur les Indiens. Désormais, les femmes mariées à des non-autochtones conservent leur statut d'Indienne et peuvent le transmettre à leurs enfants. Toutefois, la loi modifiée n'est pas exempte de traces de discrimination, puisqu'une femme rétablie à titre d'Indienne, en vertu des dispositions découlant du projet de loi C-31, ne peut transmettre son propre statut à ses enfants de deuxième génération, à moins qu'ils ne soient nés d'un père inscrit.

La Conférence nationale sur la sécurité économique des Québécoises, *Décisions 85*, a lieu.

Lise Bacon est la première femme nommée vice-première ministre à l'Assemblée nationale.

1986

La réforme de la Loi sur le divorce entre en vigueur. L'échec du mariage est la seule cause de divorce, éliminant ainsi la notion de faute. Les époux peuvent ensemble demander le divorce. La loi introduit également de nouvelles règles en matière de soutien alimentaire et de garde d'enfants.

Les femmes autochtones vivant dans les réserves obtiennent le droit de vote.

1987

Le Code civil est modifié afin que les pensions alimentaires soient indexées de plein droit, le 1^{er} janvier de chaque année, suivant l'indice annuel des rentes établi en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec.

Le gouvernement du Québec adopte, pour la première fois, un énoncé de politique familiale.

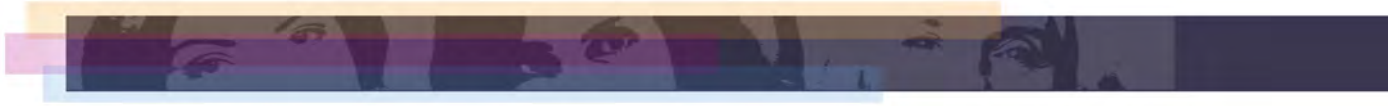
Claire L'Heureux-Dubé devient la première Québécoise nommée à la Cour suprême du Canada.

1988

Le gouvernement du Québec introduit une allocation universelle à la naissance d'un enfant (500 \$ pour le premier enfant et le deuxième enfant et 3 000 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant suivant).

1989

L'Assemblée nationale adopte la Loi favorisant l'égalité économique des époux. Cette loi consacre le mariage comme une association économique et prévoit, à la fin du mariage, un partage égal entre les époux des biens qui composent le patrimoine familial, indépendamment du titre de propriété.



Par son jugement sur l'affaire Daigle-Tremblay, la Cour suprême confirme qu'une personne, fût-elle le père présumé, ne peut s'opposer à la décision d'une interruption volontaire de grossesse d'une femme. La Cour ne reconnaît pas au fœtus une personnalité juridique.

1993

Après avoir rendu public son premier plan d'action annuel en condition féminine en 1986, le gouvernement du Québec adopte sa première politique en matière de condition féminine dans laquelle il propose une loi sur l'équité en emploi.

Le Canada est le seul pays qui permet aux femmes de revendiquer le statut de réfugiée lorsqu'elles craignent d'être persécutées en raison de leur sexe.

Pour la première fois dans l'histoire du Canada, une femme, Kim Campbell, est désignée première ministre du pays, après avoir remporté la course à la chefferie de son parti.

Au Québec, Monique Gagnon-Tremblay devient la première femme ministre des Finances du gouvernement du Québec.

Sheila Copps est la première femme nommée vice-première ministre du Canada.

1995

Le gouvernement fédéral abolit le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme. Une partie des activités est confiée à Condition féminine Canada.

À Beijing, la 4^e Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes entérine une vaste plateforme d'action que les gouvernements sont appelés à mettre en application de façon volontaire.

L'Assemblée nationale adopte, à l'unanimité, la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires en vertu de laquelle est institué un régime de perception universel et automatique.

La Cour suprême du Canada décide que l'État est en plein droit d'imposer la pension alimentaire que reçoit une ancienne conjointe pour subvenir aux besoins des enfants.

Les gouvernements canadien et québécois optent pour des mesures de défiscalisation des pensions alimentaires.

L'Assemblée nationale adopte des règles de fixation des pensions alimentaires.

Une loi sur la médiation familiale entre en vigueur au Québec afin de permettre aux couples ayant des enfants et étant en période de rupture de recevoir les services d'un médiateur.

1996

Lise Thibault devient la première femme nommée au poste de lieutenant-gouverneur du Québec.

1998

Linda Goupil devient la première ministre de la Justice.



1999

Beverly McLachlin devient la première femme nommée juge en chef de la Cour suprême du Canada.

2002

Louise Harel devient la première femme présidente de l'Assemblée nationale.

2004

Françoise David devient la première femme à la tête d'un parti politique au Québec.

2005

Une commission parlementaire se penche sur la question de l'égalité entre les femmes et les hommes sur la base de l'avis du Conseil du statut de la femme intitulé *Vers un nouveau contrat social pour l'égalité entre les femmes et les hommes*. Plus de cent mémoires sont déposés lors de cette consultation générale. Le gouvernement du Québec nomme une ministre en titre de la Condition féminine et crée le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine.

La députée Fatima Houda-Pepin fait adopter à l'unanimité par l'Assemblée nationale une motion pour contrer les tribunaux dits islamiques. Cette motion soutient la position des femmes musulmanes qui se sont exprimées sur la question dans le sillage du rapport Boyd en Ontario.

2006

Le gouvernement du Québec annonce des règles visant l'atteinte de la parité hommes-femmes dans les conseils d'administration des sociétés d'État d'ici cinq ans.

2007

Fait sans précédent, dans l'histoire du Québec, le Conseil des ministres est composé d'un nombre égal de femmes et d'hommes.

Pour la première fois, le gouvernement du Québec intègre la question de l'égalité dans la mission d'un ministère, celui de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine. Quelques mois plus tard, il dépose sa Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le gouvernement fédéral révisé le volet de la promotion de l'égalité du Programme de promotion de la femme de Condition féminine Canada, lequel a pour effet de refuser l'aide financière aux organismes qui revendiquent les droits des femmes.

Pauline Marois devient la première femme chef d'un parti politique représenté à l'Assemblée nationale.

Liste des femmes parlementaires

NOM	DATE	CIRCONSCRIPTION
Bacon, Lise	1973-1976	Bourassa
	1981-1994	Chomedey
Barbeau, Diane	1994-2003	Vanier
Beauchamp, Line	1998-2003	Sauvé
	2003-	Bourassa-Sauvé
Beaudoin, Denise	2003-2007, 2008-	Mirabel
Beaudoin, Louise	1994-2003	Chambly
	2008-	Rosemont
Bégin, Louise	1985-1994	Bellechasse
Bélanger, Madeleine	1983-2003	Mégantic-Compton
Blackburn, Jeanne L.	1985-1998	Chicoutimi
Blais, Marguerite	2007-	Saint-Henri-Sainte-Anne
Blanchet, Manon	1998-2003	Crémazie
Bleau, Madeleine	1985-1994	Groulx
Boucher-Bacon, Huguette	1989-1994	Bourget
Bouillé, Marie	2008-	Iberville
Boulet, Julie	2001-	Laviolette
Cardinal, Pierrette	1985-1994	Châteauguay
Caron, Jocelyne	1989-2007	Terrebonne
Carrier-Perreault, Denise	1989-2003	Chutes-de-la-Chaudière
Champagne, Noëlla	2003-2007, 2008-	Champlain
Chaput-Rolland, Solange	1979-1981	Prévost
Charbonneau, Francine	2008-	Mille-Îles
Charest, Nancy	2003-2007	Matane
Charest, Solange	1994-2007	Rimouski
Charlebois, Lucie	2003-	Soulanges
Courchesne, Michelle	2003-	Fabre
Cuerrier, Louise	1976-1981	Vaudreuil-Soulanges
Delisle, Margaret F.	1994-2007	Jean-Talon
Dionne, France	1985-1997	Kamouraska-Témiscouata
Dionne-Marsolais, Rita	1994-2008	Rosemont
Dougherty, Joan	1981-1989	Jacques-Cartier
Doyer, Danielle	1994-	Matapédia
Dupuis (Leroux), Luce	1989-1994	Verchères
Frulla, Liza	1989-1998	Marguerite-Bourgeoys
Gagnon-Tremblay, Monique	1985-	Saint-François
Gaudet, Francine	2003-2007	Maskinongé

Gaudreault, Maryse	2008-	Hull
Gauthier, Françoise	2001-2007	Jonquière
Gonthier, Johanne	2007-	Mégantic-Compton
Goupil, Linda	1998-2003	Lévis
Grandmont, Ginette	2007-2008	Masson
Grégoire, Marie	2002-2003	Berthier
Hamel, France	2003-2007	La Peltrie
Harel, Louise	1981-1989	Maisonneuve
	1989-2008	Hochelaga-Maisonneuve
Hivon, Véronique	2008-	Joliette
Houda-Pepin, Fatima	1994-	La Pinière
Hovington, Claire-Hélène	1985-1994	Matane
James, Yolande	2004-	Nelligan
Jérôme-Forget, Monique	1998-2009	Marguerite-Bourgeoys
Juneau, Carmen	1981-1994	Johnson
Kirkland, Marie-Claire	1961-1966	Jacques-Cartier
	1966-1973	Marguerite-Bourgeoys
Lachapelle, Huguette	1981-1985	Dorion
Lamquin-Éthier, Michèle	1997-2003	Bourassa
	2003-2007	Crémazie
Lapointe, Linda	2007-2008	Groulx
Lapointe, Lisette	2007-	Crémazie
Lavoie-Roux, Thérèse	1976-1989	L'Acadie
Leblanc, Denise	1976-1985	Îles-de-la-Madeleine
Leblanc, Diane	1997-2007	Beauce-Sud
Leblanc, Lucie	2007-2008	Deux-Montagnes
L'Écuyer, Charlotte	2003-	Pontiac
Leduc, Lyse	1994-2003	Mille-Îles
Lefebvre, Elsie	2004-2007	Laurier-Dorion
Legault, Diane	2003-2006	Chambly
Legault, Yolande D.	1985-1989	Deux-Montagnes
Léger, Nicole	1996-2006, 2008-	Pointe-aux-Trembles
Lemieux, Diane	1998-2007	Bourget
Lespérance, Sylvie	2002-2003	Joliette
Loiselle, Nicole	1989-1994	Saint-Henri
	1994-2007	Saint-Henri-Sainte-Anne
Malavoy, Marie	1994-1998	Sherbrooke
	2006-	Taillon
Maltais, Agnès	1998-	Taschereau
Mancuso, Anna	2002-2003	Viger

Marois, Pauline	1981-1985	La Peltre
	1989-2006	Taillon
	2007-	Charlevoix
Ménard, Nicole	2007-	Laporte
Méthé, Lucille	2007-2008	Saint-Jean
Morasse, Johanne	2007-2008	Rouyn-Noranda-Témiscamingue
Morissette, Catherine	2007-2008	Charlesbourg
Normandeau, Nathalie	1998-	Bonaventure
Ouellette, Jocelyne	1976-1981	Hull
Papineau, Lucie	1997-2007	Prévost
Payette, Lise	1976-1981	Dorion
Pelchat, Christiane	1985-1994	Vachon
Perreault, Sarah	2003-2007	Chauveau
Poirier, Carole	2008-	Hochelaga-Maisonneuve
Richard, Lorraine	2003-	Duplessis
Richard, Monique	2008-	Marguerite-D'Youville
Robert, Hélène	1994-2007	Deux-Montagnes
Robic, Louise	1985-1994	Bourassa
Robillard, Lucienne	1989-1994	Chambly
Rochefort, Nathalie	2001-2003	Mercier
Rotiroti, Filomena	2008-	Jeanne-Mance-Viger
Roy, Sylvie	2003-	Lotbinière
Roy Verville, Monique	2007-2008	La Prairie
Saint-Amand, Aline	1983-1985	Jonquière
Signori, Céline	1994-2001	Blainville
Simard, Monique	1996-1998	La Prairie
St-Amand, Danielle	2008-	Trois-Rivières
St-Pierre, Christine	2007-	Acadie
Théberge, Carole	2003-2007	Lévis
Thériault, Lise	2002-	Anjou
Trépanier, Violette	1985-1994	Dorion
Vaive, Claire	1994-1998	Chapleau
Vallée, Stéphanie	2007-	Gatineau
Vermette, Cécile	1985-2007	Marie-Victorin
Vien, Dominique	2003-2007, 2008-	Bellechasse
Weil, Kathleen	2008-	Notre-Dame-de-Grâce

Division de la reprographie et de l'imprimerie
Avril 2010



Assemblée nationale du Québec
Hôtel du Parlement

Québec (Québec) G1A 1A3

assnat.qc.ca

accueil@assnat.qc.ca

1 866 DÉPUTÉS